

CONTRE LES SURENCHÈRES RACISTES ET XÉNOPHOBES



NOS SOLIDARITÉS ANTIRACISTES

Dossier

**Contre le projet
écocide Lyon-Turin et
son monde** **Pages 6 et 7**

ÉDITO

Un monde sans le «Cavaliere»
Page 2

PREMIER PLAN

**Santé. Menaces sur l'AME
des sans-papiers, menace
sur la santé de toutEs!**
Page 3



ACTU INTERNATIONALE
**États-Unis. Mise en accusation
de Donald Trump et montée des
discours fascistes** Page 5

LIBRE EXPRESSION
**«Organisons-nous pour
construire l'alternative!»**
Page 12



Par HÉLÈNE MARRA

Un monde sans le «Cavaliere»

Silvio Berlusconi est décédé. Le magnat des médias italiens, l'anti-communiste par excellence, méprisant la culture et la politique qu'il aimait définir comme «jacobine», le trois fois président du Conseil et leader de Forza Italia s'est éteint en clôturant, on l'espère, un gros chapitre de l'histoire du capitalisme en Italie, sans aucun doute le plus pourri. Son parti avait été créé un an après les attentats meurtriers en 1992 des juges palermitains Falcone et Borsellino, les symboles de la lutte contre la mafia. M. Dell'Utri, créateur du parti et ami intime de Berlusconi, a depuis été condamné lors d'un procès historique sur les liens entre l'État et la mafia et reconnu par les juges comme figure de médiateur entre Cosa Nostra et Berlusconi. Le «Cavaliere» a été impliqué dans une infinité de procès dont la plupart des condamnations ont été habilement esquivées grâce à son pouvoir politique et économique. Sa figure, tristement associée à l'italianité, incarne le pire : concentration du capital, monopole médiatique, corruption, mafia, domination masculine, mythe de l'entrepreneur, populisme télévisé... Ayant démarré dans l'industrie du béton, dont les activités ont permis de blanchir l'argent de Cosa Nostra, Berlusconi avait ensuite mis les mains dans tous les secteurs de l'industrie culturelle, de la grande distribution et même du football à la suite de l'achat du Milan AC, bastion populaire de la ville. Son nom figurait dans la loge P2 (celle de Licio Gelli), une vaste organisation criminelle dont l'objectif était une refonte conservatrice et autoritaire du système politique du pays. Les journaux italiens affirment qu'il est difficile d'imaginer un monde sans Berlusconi ! Ils ont raison. Il est le reflet caricatural mais fidèle d'une société capitaliste où règnent les abus, les privilèges, l'exploitation économique, l'instrumentalisation du corps de la femme et la concentration des pouvoirs. La mort de Berlusconi ne signe pas la fin de ce monde... qu'il reste à changer de fond en comble.

BIEN DIT

Quand Marlène Schiappa retire une subvention à SOS-Racisme qui a osé la critiquer, la logique est exactement la même que quand Rima Abdul-Malak réprimande Justine Triet : dans les deux cas, le postulat est que l'acceptation d'une aide vaut allégeance au pouvoir en place.

SÉBASTIEN FONTENELLE (journaliste), Twitter, 8 juin 2023.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

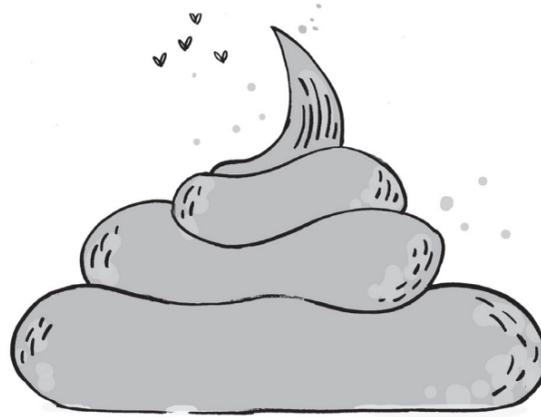
À la Une

DÉFERLANTE RACISTE ET ISLAMOPHOBE

Restons mobiliséEs !

L'horrible fait divers qu'est l'agression contre de jeunes enfants perpétrée à Annecy par un individu de nationalité syrienne est honteusement manipulée par le gouvernement, la droite et l'extrême droite qui font monter à son paroxysme l'hystérie raciste et xénophobe.

ÉDOUARD PHILIPPE SLIRFE SLIR LA VAGUE RACISTE



CHARMAG

Alors que la mobilisation sur les retraites marque le pas, l'heure est à la surenchère raciste contre les migrantEs, boucs émissaires de tous les méfaits du capitalisme. Tandis que des néonazis défilent en toute impunité dans les rues de Paris, la droite et le gouvernement n'hésitent pas à surenchérir sur leur autre dossier favori après la casse sociale : l'immigration. Ils déroulent le tapis rouge à Zemmour, qui appelle à se défendre contre un prétendu «francocide», et à Le Pen qui, avec sa démagogie pseudo-sociale, tente de tirer les marrons du feu.

De Mayotte aux abayas

La loi immigration, mise en sourdine en raison des mobilisations, est finalement revenue au premier rang de l'agenda gouvernemental. Elle donne lieu aux tractations les plus sordides avec la droite LR qui cherche à occuper un espace politique autonome — entre le macronisme en crise et l'extrême droite — sur le dos des migrantEs. Ciotti renchérit en propositions racistes : réduction drastique de l'AME, obligation d'assimilation dans la Constitution, refus de régularisation même pour les métiers en tension, modification du droit d'asile... Et pendant ce temps, le gouvernement poursuit son opération raciste et coloniale Wuambushu à Mayotte, sans aucune préoccupation pour la population sur place, et ne veut prouver qu'une seule chose : immigration = délinquance, avec pour seule réponse la répression et les expulsions ! Cette même logique est appliquée en France. La campagne islamophobe reprend de plus belle, sur les mêmes thèmes, l'islam étant considérée comme éternelle étrangère en pays laïque. Le corps inassimilable de l'islam, c'est d'abord celui des femmes musulmanes,

et plus précisément des jeunes femmes scolarisées.

Depuis le mois d'avril, les signalements de l'Éducation nationale en « atteinte à la laïcité » ont été montés en épingle pour identifier les difficultés auxquelles feraient face les personnels de l'éducation... au port de l'abaya, robe longue et ample fréquemment portée par les femmes musulmanes, associée au hijab, que les élèves sont déjà contraintes de retirer. Présentées depuis le début d'année de la même façon que des faits de délinquance, plus de 500 cas auraient été signalés en avril et en mai, tandis que le phénomène serait potentiellement sous-documenté, et les professeurEs seraient « démunis », manifestement troublés par les tenues de leurs élèves. La criminalisation de l'islam comme religion est ainsi rampante.

Stopper une vague pestilentielle

Cette criminalisation rejoint les autres antiennes du racisme français : pour les démagogues de droite et d'extrême droite, les immigréEs des anciennes colonies et leurs descendantEs sont un danger pour la sécurité des Français, et un poids pour les services publics. Dans un entretien donné à *l'Express*, l'ancien Premier ministre Édouard Philippe n'a aucun embarras à faire des MaghrébinEs la maladie qui atteint les services publics français quand il évoque leur « embolie ». Cette maladie, il la nomme — c'est l'islam : « [Peu] de Français [considèrent] qu'il y a trop d'immigrés ukrainiens [pour beaucoup] l'islam est devenu un sujet central, un sujet inquiétant, un sujet obsédant ». Statistiques à l'appui, il désigne la part dans l'immigration que représentent les AfricainEs, qui aurait augmenté de

8% alors que l'immigration dans sa totalité est stable. De même, sur la délinquance : celle-ci, encore, serait le fait d'immigréEs alors que toutes les statistiques sur les faits de délinquance démontrent l'exact contraire.

La forte mobilisation contre la réforme des retraites a un moment tenu en respect la bête immonde du racisme et de la xénophobie. Aujourd'hui, pour les réactionnaires de tout poil — de Macron-Darmanin à Le Pen-Zemmour en passant par Ciotti, l'heure de la revanche a sonné et la chasse est ouverte contre les plus vulnérables d'entre nous. Il est de la responsabilité du mouvement ouvrier, de ses organisations syndicales, associatives et politiques, de stopper cette vague pestilentielle et de mettre au centre de son combat pour le progrès social la lutte antiraciste et antifasciste.

Commission nationale immigration-antiracisme

5^e RÉPUBLIQUE

Leur démocratie et la nôtre

Après l'échec du vote de la « loi LIOT » le 6 juin, il est plus que jamais temps de reposer les questions démocratiques.

« Nos institutions sont extrêmement fortes puisqu'elles nous permettent, alors que nous avons une majorité relative, de fonctionner ». Ces propos du macroniste Jean-René Cazeneuve, rapporteur (Renaissance) du budget à l'Assemblée, en disent long, tant sur les institutions de la 5^e République

que sur l'état d'esprit du pouvoir en place. A fortiori dans la mesure où ces propos ont été tenus à l'occasion du « non-vote » de l'Assemblée nationale de la proposition de loi LIOT visant à abroger le recul de l'âge légal de la retraite, recul qui aura donc été finalement adopté sans aucun vote favorable de l'Assemblée.

Ce qui est constitutionnel n'est pas nécessairement démocratique

Ainsi va la vie « démocratique » dans la 5^e République, à propos de laquelle nous n'avons guère d'illusions, mais dont nous avons (re)découvert, au cours des derniers mois, les artifices garantissant à une minorité politique

de pouvoir se prévaloir de la légitimité constitutionnelle et, partant, de la légalité. Les manœuvres de la macronie nous ont ainsi transformés en apprentiEs constitutionnalistes, de plus en plus familiers des divers articles permettant de rejeter des amendements non examinés ou de contraindre les députéEs à voter dans un délai imparti, l'article 47.1, l'article 49.3 (déjà célèbre), et plus récemment l'article 40.

Avec au bout cette incontestable conclusion : ce qui est constitutionnel n'est pas nécessairement démocratique. Et son corollaire : la Constitution française est antidémocratique, qui permet de faire passer à marche forcée, contre la

très grande majorité de l'opinion et sans même avoir besoin d'un vote à l'Assemblée, des décisions qui vont avoir des conséquences tragiques sur la vie de chacunE d'entre nous. Alors oui, une évidence s'impose : une exigence démocratique élémentaire est de mettre à bas la Constitution de la 5^e République, imposée après le coup d'État de De Gaulle en 1958.

Pas de démocratie politique sans démocratie sociale

Le NPA tente de populariser, notamment lors des campagnes électorales, un programme comprenant des exigences démocratiques élémentaires : suppression de la présidence de la République et de ses pouvoirs

Un monde à changer

L'AUDIENCE DU PROCÈS DIT «JUSTICE POUR LE VIVANT» S'EST DÉROULÉE LE 1^{ER} JUIN... EN L'ABSENCE DE L'ÉTAT que les ONG Pollinis, Notre Affaire à Tous, Biodiversité sous nos pieds, Anper-Tos et l'Aspas avaient assigné en janvier 2022 devant le tribunal administratif de Paris pour répondre de son inaction face à l'effondrement de la biodiversité. La rapporteuse publique a rappelé qu'au procès de février 2021, renommé «l'Affaire du siècle», il avait déjà été fait état, dans cette enceinte, de la notion de préjudice écologique. Elle a ajouté que, l'État ne respectant pas ses objectifs de réduction de l'usage des pesticides, il

fallait le déclarer fautif de carence dans le domaine «de l'évaluation et de la gestion du suivi des risques» des produits phytosanitaires et dans la non-protection des eaux, et lui donner un an pour agir. La rapporteuse a conclu en recommandant à l'État de prendre «toutes les mesures nécessaires» pour réparer le préjudice écologique et assurer la réduction des pesticides, le 15 juin 2024 au plus tard. Les avocats des associations ont ensuite pris la parole pour aller dans le même sens. Puis, «surprise», c'est l'avocat de l'un des principaux lobbies des pesticides, le

syndicat Phytéis, qui a présenté devant le tribunal les arguments en faveur de l'État, dénonçant «des articles scientifiques à charge», et se référant à la prétendue absence de consensus scientifique. Malgré l'importance de l'enjeu, «historique» et «vital» selon les ONG, aucun des ministères concernés n'a cru bon de paraître, preuve éclatante de leur désintérêt pour le dossier. C'est d'ailleurs une pratique courante, pour les représentants de l'État, de ne pas répondre au tribunal administratif, notamment lorsque les exilés contestent des OQTF. Sans doute ses représentantEs se sentent-ils confortés par le style méprisant et arrogant du premier d'entre eux!

SANTÉ Menaces sur l'AME des sans-papiers, menace sur la santé de toutEs!

Supprimer l'AME (Aide médicale d'État) pour les sans-papiers, et ne laisser qu'une pauvre Aide médicale d'urgence? Le gouvernement, divisé, semble prêt à en discuter avec LR, qui porte cette exigence, pour tourner la page des retraites. Les gagnants? Les idées nauséabondes du RN. Les perdants? La santé de toutEs et d'abord celle, fragile, des sans-papiers.

Contrairement aux fantasmes d'un Ménard qui dénonçait le 1^{er} juin sur Cnews les «abus» de ceux qui se font recoller les oreilles aux frais des Français grâce à l'AME, le parcours santé des sans-papiers n'a rien à voir avec le tourisme médical! Ni droits supérieurs aux Français ni explosion des coûts! Bien au contraire, l'accès aux droits est difficile, car ils doivent prouver qu'ils sont en France depuis plus de trois mois, se déplacer physiquement depuis la réforme de 2019, et n'ont accès à certains soins (prothèses de hanche ou de genou par exemple) qu'après neuf mois de présence. Quant au panier de soins pris en charge par l'AME, il est encore inférieur à celui de la CMU.

L'AME, c'est 1% du budget de la Sécu

Contrairement à ce que dit Ménard ou la proposition des LR à l'assemblée, l'AME ne permet pas d'accéder au recollement des oreilles (tarif de remboursement de 236,81 euros, alors que le coût d'une otoplastie s'élève à 2000 à 3500 euros) ni à la pose d'un anneau gastrique (tarif de remboursement 452,34



PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

euros sur un coût total de 3000 à 4000 euros)! Rappelons aussi que le budget de l'AME, c'est moins de 1% du budget de la Sécu. Que la dépense moyenne d'assurance maladie par assuré social en 2023 est de 3588 euros, mais seulement de 2830 euros pour les bénéficiaires de l'AME!

Résultat, alors que les sans-papiers ont une santé plus fragile que le reste de la population, à cause de leur parcours migratoire, de la précarité de leurs conditions de logement, de travail... 49% des sans-papiers qui

ont droit à l'AME n'en ont pas fait la demande. Sept sur dix ont dû renoncer à des soins. Un tiers des femmes enceintes ont un retard de suivi de grossesse! Selon la Défenseure des droits, ils ont entre 14 et 36% de chances de moins d'avoir un rendez-vous chez un généraliste.

La santé, c'est celle de tous!

Supprimer l'AME, ce n'est pas seulement s'attaquer à la santé des sans-papiers, c'est s'en prendre à la santé de toutEs! Car il n'y a pas d'un côté la santé des «vrais Français»

et de l'autre celle des sans-papiers. Comme le souligne la Société de pathologie infectieuse de langue française (SPILF) qui défend l'AME, «le retard de soins des maladies infectieuses s'accompagne souvent d'une augmentation du risque de transmission. Par exemple, une prise en charge tardive chez un patient atteint de tuberculose aura de graves conséquences pour cette personne, mais aussi pour son entourage qu'elle aura pu contaminer entretemps, et donc plus largement pour la propagation de l'épidémie dans toute la population. Un renoncement aux soins devient ainsi une question de santé publique.»

Le Syndicat national des jeunes médecins généralistes (SNJMG) a lancé une pétition sur change.org. L'Observatoire du droit à la santé des étrangerEs (ODSE), dont fait partie Médecins du Monde, a sorti un excellent argumentaire. Contre les racistes, bâtissons ensemble une large riposte, pour défendre l'AME, pour la régularisation de tous les sans-papiers, mais aussi un même 100% Sécu pour toutEs, avec l'intégration des soins des sans-papiers à la Sécurité sociale. **Frank Prouhet**

Le chiffre

611

C'est le nombre de personnes sans-abri mortes dans la rue en 2022, selon le Collectif Les Morts de la rue.

Elles sont âgées de 49 ans en moyenne: il s'agit de 526 hommes, 80 femmes, cinq enfants de moins de 5 ans, quatre de moins de 19 ans et deux personnes de plus de 80 ans.

«Qui sont les morts de la rue? La liste des 611 personnes décédées en 2022», La Croix, 13 juin 2023



Agenda

Samedi 17 juin, mobilisation contre le Lyon-Turin, vallée de la Maurienne. Lire le dossier pages centrales.

Samedi 17 juin, manifestation contre la loi Darmanin et pour la régularisation des piquets, Alfortville. À 14h, RER D Alfortville Maisons-Alfort.

17 et 18 juin, «Lip vivra. 50 ans après, ce que nous dit la lutte des Lip», Paris 10^e. Dans les locaux de Solidaires, 31, rue de la Grange-aux-Belles.

Jeudi 22 juin, projection-débat du film Il nous reste la colère avec Philippe Poutou, Strasbourg. À 20h au cinéma Le Star Saint-Exupéry, 18, rue du 22 Novembre à Strasbourg.

Samedi 24 juin, fête du NPA avec Philippe Poutou, Angoulême. De 16h à minuit au parc de Fregeneuil: débat, meeting, concerts.

Du 22 au 28 juillet, Rencontres internationales jeunes, Moulins-sur-Allier. Pour s'inscrire: jeunes@nouveupartianticapitaliste.org

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 15^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Infos et inscription sur: nouveupartianticapitaliste.org/udt2023

NO COMMENT

Il nous faut une gauche sans décibel mais avec des solutions.

BERNARD CAZENEUVE, 10 juin 2023.

correspondant au salaire moyen d'unE ouvrierE ou d'unE employéE... Si ces mesures étaient adoptées dans le cadre d'un processus constituant, nul doute que la «vie démocratique» s'en trouverait en partie changée. Mais nous ne sommes pas de celles et ceux qui pensent que la démocratie politique puisse être déconnectée de la démocratie sociale, et que des réformes institutionnelles seraient garantes d'une réelle appropriation collective de la prise de décision.

Ces exigences démocratiques élémentaires imposent en effet de s'attaquer, aussi, aux lieux réels de pouvoir: les banques, les grands groupes capitalistes, dont les dirigeants ne sont désignés que par leurs plus gros actionnaires et détiennent un pouvoir bien plus réel que les assemblées élues.

Prendre les droits dont on nous prive

Les capitalistes s'arrogent le droit de licencier, de bloquer les salaires, de développer des productions polluantes, sans en rendre compte à quiconque: face à cela, nous devons remettre en cause le pouvoir patronal, à commencer par la propriété privée des moyens de production qui enlève à la population la maîtrise des richesses produites et des choix de production.

La démocratie, ce n'est pas choisir tous les cinq ans des «représentantEs», c'est au jour le jour être maître des décisions vitales pour sa vie quotidienne dans l'entreprise, la ville, le quartier... sans déléguer ce pouvoir à de prétenduEs expertEs ou spécialistes. Nous devons prendre nous-mêmes les droits démocratiques dont on nous prive, nous les

travailleurEs, les chômeurEs, les retraitéEs ou les jeunes des quartiers populaires. Nous en avons les moyens, nous qui produisons toutes les richesses, nous sans qui rien ne peut fonctionner dans la société. Tout cela n'est pas un doux rêve, et les mobilisations sociales sont souvent l'occasion d'expérimenter ces formes de démocratie par en bas: collectifs de mobilisation, assemblées générales, comités de grève, mise en place de structures autogérées, etc. Rompre avec un système qui nous emmène droit dans le mur, c'est aussi rompre avec des institutions antidémocratiques et s'affirmer aujourd'hui comme étant celles et ceux qui peuvent, collectivement, diriger la société: nous pouvons le faire, nous savons le faire, nous devons le faire! **Julien Salingue**



CHARMAG

exorbitants, suppression du Sénat — assemblée de notables élus par les notables —, proportionnelle intégrale, droit de vote à toutes les élections pour les résidentEs étrangerEs, interdiction du cumul des mandats et de plus de deux mandats consécutifs, indemnité

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction:**
Fabienne Brifault

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

UKRAINE

Solidarité avec les populations de Kakhovka!

Le Comité français du RESU (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine) affirme sa solidarité avec les populations d'Ukraine victimes du crime de guerre, crime contre l'humanité et écocide que constitue la destruction partielle du barrage de Nova Kakhovka sur le Dniro/Dniepr dans la nuit du 5 au 6 juin 2023.

C rime de guerre : la responsabilité russe, qu'elles qu'en soient les modalités exactes, ne saurait faire de doute, l'inondation des zones en aval interdisant une éventuelle avancée ukrainienne et le barrage lui-même étant un point de passage possible, à présent barré, et ayant été notoirement miné, et mal entretenu, par ceux qui en ont le contrôle total depuis plus d'un an, les forces d'occupation russes.

Un à deux millions de personnes sans eau ni électricité

Crime contre l'humanité : ce sont des dizaines de milliers d'habitantEs qui sont inondés. Les forces russes restreignent ou empêchent les secours en zone occupée, et les bombardent en zone libérée, comme à Kherson. Les mines dispersées et non encore explosées mettent les secours en danger un peu partout. Un à deux millions de personnes sont durablement privées d'eau potable et d'électricité. Le brassage des égouts et des cimetières s'ajoute à l'inondation pour créer le risque probable d'épidémies (choléra, dysenteries...). L'irrigation des principales zones maraîchères d'Ukraine, connues pour leurs tomates qui furent un symbole de la libération de Kherson, est stoppée. La récolte céréalière 2024 des régions environnantes est gravement compromise avec des effets mondiaux. Les silos de grains sont sous l'eau.

Écocide : à l'anéantissement immédiat de la faune aquatique et terrestre d'une vaste région, s'ajoute la pollution chimique massive : 150 tonnes et potentiellement 300 tonnes d'huile de machine provenant d'une usine attenante au barrage se déversent, les silos et dépôts d'engrais et de pesticides en font autant, des sels de métaux lourds et des dépôts radioactifs sont brassés. Le tout va ensuite polluer la mer Noire, cependant que l'assèchement progressif de la zone inondée et du fond du barrage risque de former une sorte de désert, le tout dans le contexte du réchauffement global. Il n'y a nulle exagération à dire que nous avons là la pire catastrophe écologique directe arrivée en Europe depuis Tchernobyl. À tout cela s'ajoute le tarissement à moyen terme de l'eau de refroidissement de la centrale nucléaire occupée de Zaporijia.

Solidarité morale et surtout matérielle

Le Comité français du RESU s'étonne et s'indigne de l'absence de réaction ou des réactions, à la fois équivoques et lentes quant à l'aide urgente à apporter, de la majeure partie des dirigeants internationaux. Cela pose la question terrible de savoir si leur attitude face à un éventuel sabotage de la centrale nucléaire de Zaporijia, qui pourrait être le prochain crime impérialiste russe, serait aussi insignifiante ?

Le Comité français du RESU appelle la Croix-Rouge et les organisations humanitaires à sortir de leur inaction coupable et à exiger immédiatement le libre accès à la rive gauche du Dniro/Dniepr occupé où le pire est à craindre pour les habitantEs. Il appelle toutes les forces se voulant attachées à l'émancipation humaine et à la défense de la terre, à apporter immédiatement leur solidarité morale et surtout matérielle en relation avec les organisations de la société civile et les syndicats ukrainiens.

Comité français du RESU

Vous pouvez soutenir la campagne lancée par l'association Kalyna, un de nos partenaires dans les mobilisations de soutien à l'Ukraine, très engagée dans le soutien humanitaire, qui récolte des fonds pour l'envoi de filtres d'eau potable afin de répondre à l'urgence des besoins en eau potable de la région de Kherson :

<https://www.helloasso.com/associations/kalyna/formulaires/6>

ÉTATS-UNIS

Mise en accusation de Donald Trump et montée des discours fascistes

Le 8 juin, le ministère US de la Justice a inculpé Donald Trump, l'accusant d'avoir volontairement conservé des secrets de défense nationale, d'avoir fait de fausses déclarations et d'avoir conspiré pour faire obstruction à la justice. Trump a réagi en attaquant ses adversaires en les qualifiant de communistes et de marxistes, et ses partisans ont laissé entendre qu'ils prendraient les armes pour le défendre et pour punir ceux qui, selon eux, le persécutent.

T rump et ses partisans affirment que le système politique, qui lui a refusé la présidence, et le système judiciaire, qui l'a inculpé, sont corrompus et doivent être renversés. Plus que jamais, Trump, le parti républicain et la droite radicale ressemblent à un mouvement fasciste.

«Bataille finale»

Après son inculpation, Trump a tenu des rassemblements à Columbus, en Géorgie, et à la convention du Parti républicain à Greensboro, en Caroline du Nord, affirmant qu'il était innocent, que son inculpation faisait partie d'une chasse aux sorcières du Parti démocrate et qu'il s'agissait de la « bataille finale » contre la « corruption ». Il s'en est pris à la procureure de Géorgie, Fani Willis, qui pourrait engager des poursuites supplémentaires contre lui pour avoir participé illégalement aux élections de 2020, la qualifiant de « marxiste aliénée ».

Les dirigeants du Parti républicain et une grande partie de leur base se sont ralliés à Trump. Plusieurs d'entre eux ont adopté une rhétorique violente. La républicaine Kari Lake, de l'Arizona, qui a perdu la course au poste de gouverneur de l'État, a déclaré lors du rassemblement en Géorgie : « Ce soir, j'ai un message pour [le procureur général] Merrick Garland, [le procureur fédéral] Jack Smith et Joe Biden — et les gars derrière, des faux médias, vous devriez écouter aussi, ce message est



WIKIMEDIA COMMONS

pour vous », a déclaré Mme Lake. « Si vous voulez atteindre le président Trump, vous devrez passer par moi et par 75 millions d'Américains comme moi. Et je vais vous dire que la plupart d'entre nous sont membres de la NRA [National Rifle Association, association qui défend le port d'armes]. »

Parmi les neuf candidats républicains à la présidence, deux seulement — l'ancien gouverneur du New Jersey Chris Christie et l'ancien gouverneur de l'Arkansas Asa Hutchinson — sont prêts à rompre avec Trump. Les autres espèrent d'une manière ou d'une autre récupérer la base de Trump.

Biden, qui brigue un second mandat, a déclaré que le gouvernement des États-Unis dispose d'un système judiciaire indépendant et qu'il n'avait eu aucune influence sur l'inculpation

de Trump. Biden n'a qu'une seule adversaire au sein du Parti démocrate, Marianne Williamson, une gourou de l'entraide spirituelle, qui n'a aucune chance de remporter les primaires.

Pendant ce temps, à gauche

Près de la moitié des Étatsuniens soutiennent la mise en accusation de Trump. Selon un sondage ABC News/Ipsos, 48% d'entre elles et eux pensent que Trump aurait dû être inculpé, 35% pensent qu'il n'aurait pas dû l'être et 17% disent qu'ils ne savent pas.

Pendant ce temps, à gauche, Cornel West, intellectuel noir progressiste, professeur de philosophie à Yale, Harvard et Princeton, a annoncé qu'il serait le candidat à la présidence du People's Party (PP), un petit parti de gauche qui, pour l'instant, ne figure

dans la compétition électorale que dans un seul État, la Floride. Le PP est dirigé par Nick Brana, un ancien collaborateur de Bernie Sanders. À gauche, certains estiment que sa campagne est malavisée et qu'elle a peu de chances d'être significative. Howie Hawkins, ancien candidat à la présidence du Parti vert en 2022, a déclaré : « Cornel West fait preuve d'un mauvais jugement en s'associant à l'escroquerie en ligne de Nick Brana, le People's Party. Le PP n'a pas de base organisée pour faire des pétitions d'accès au scrutin ». Hawkins a aussi affirmé à propos de Brana : « Il n'a jamais eu d'engagement de principe en faveur d'une politique indépendante de la classe ouvrière, et n'a jamais fait partie d'une organisation essayant de le faire ». Justin Charles, militant noir à New York et membre du Comité politique national des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), a déclaré : « Je suis heureux qu'il se présente, mais j'aimerais qu'il ne se présente pas sous l'étiquette du People's party, car d'après mon expérience, ils ne sont pas sérieux. Ils n'ont pas l'air très sérieux en ce qui concerne la construction du parti ». Charles doute que DSA soutienne West ou qui que ce soit d'autre pour l'élection présidentielle de 2024.

Dan La Botz, traduction HW

1 — Les candidats doivent faire enregistrer leur candidature dans chacun des cinquante États, chaque État décidant des procédures électorales, le plus souvent un nombre de signatures de parrainage.

MAYOTTE Déclaration commune des peuples de l'océan Indien dans le cadre de l'opération Wuambushu

Signée le 31 mai par plusieurs organisations syndicales et des militantEs, la déclaration commune des peuples de l'océan Indien contre l'opération Wuambushu vient rappeler quelques évidences.

Nous, peuple de l'océan Indien, dénonçons l'opération de la honte baptisée Wuambushu par la France sur l'île de Mayotte. Cette opération bafoue les principes élémentaires des droits humains et perpétue de façon dangereuse la fragmentation du peuple de l'archipel des Comores et plus largement de l'océan Indien. Les plusieurs centaines de familles comoriennes qui quittent leurs îles respectives pour aspirer à une meilleure condition de vie ne sont victimes que de l'instabilité chronique de l'État comorien provoquée par la France elle-même, notamment par le biais du mercariat soutenu par l'État français, ou encore une politique xénophobe à leur égard.

Nous accusons

Nous, peuple de l'océan Indien, accusons la France à travers cette opération de :

a) diviser le peuple de l'océan Indien, le poussant à ne pas se reconnaître dans les passés et histoires communes de peuple longtemps subjugué à l'asservissement, sous différentes formes, et de la colonisation ;

b) ne pas permettre l'émergence d'une identité indo-océanique aux peuples des États insulaires de l'océan Indien pour leur permettre d'accéder à la souveraineté régionale et de vivre en paix, en solidarité et en toute fraternité ;

c) ne pas permettre une politique régionale souveraine, cohérente et libre pour adresser collectivement les défis que représentent la crise climatique et la gestion commune de leur territoire marin en proie à la dilapidation et à la destruction ;

d) ne pas permettre l'aspiration des peuples de l'océan Indien à la paix et de non-parti pris dans n'importe quel conflit entre n'importe quelles puissances militaires ;

e) déstabiliser l'harmonie sociale, politique et écologique de la région, notamment en soutenant l'intérêt de corporations coupables d'écocide à travers une présence militaire importante sur les territoires illégalement occupés par la France.

Nous revendiquons

Nous, peuple de l'océan Indien, appelons la République française à :

1) entériner la décision de justice de Mamoudzou du 25 avril 2023

et à renoncer de façon définitive à toute résolution à la violence dans la politique migratoire dans l'archipel des Comores ;

2) respecter la résolution 1514 des Nations unies sur l'indépendance des peuples et leurs droits à la paix, l'autodétermination et l'intégrité de leurs territoires respectifs ;

3) respecter plus particulièrement la résolution 3385 des Nations unies qui reconnaît que la souveraineté de l'archipel des Comores inclut Mayotte ;

4) respecter par là même la résolution 34/91 des Nations unies pour la restitution des îles éparses appartenant à Madagascar ;

5) respecter les déclarations de l'Union africaine et de la Ligue arabe qui affirment l'appartenance de Mayotte à l'Union des Comores ;

6) restituer au plus vite l'intégrité territoriale de l'Union des Comores afin de mettre un frein aux dynamiques de haine qui divisent le peuple comorien et déstabilisent la paix sociale de la région de l'océan Indien ;

7) stopper tout soutien aux corporations impliquées dans les activités qui ne respectent pas la vie, les peuples et les écosystèmes dans le bassin de l'océan Indien ;

8) démanteler toute présence militaire française dans la région et promouvoir le souhait des peuples de l'océan Indien à la paix tel que présenté par la résolution 2832 des Nations unies. Nous les organisations signataires, représentant le peuple de l'océan Indien, sommes solidaires de la population mahoraise face à la violence à laquelle elle fait face. Nous invitons cependant la population mahoraise à ne pas céder aux réponses trompeuses de haine et fratricides des politiques xénophobes. La seule à porter la responsabilité historique de cette violence qui se perpétue est la France coloniale. Nous appelons la population mahoraise à se reconnaître dans l'histoire commune indo-océanique et voir dans le conflit qui affecte l'archipel des Comores, une atteinte à cette indo-océanie vouée aux mêmes défis climatiques, écologiques et géopolitiques. Nous en appelons au peuple français à la solidarité avec la population de l'archipel des Comores et à faire pression sur l'État français afin que ce dernier n'use d'aucune forme de violence envers le peuple comorien et respecte les différentes déclarations, internationales et régionales, en faveur de la décolonisation dans l'océan Indien et ailleurs.

Lire la liste des signataires sur notre site anticapitaliste.org.

SÉNÉGAL Discrédité, le pouvoir réprime

Ousmane Sonko, le principal opposant de Macky Sall, vient d'écopier d'une peine de deux ans de prison ferme à l'issue de son procès à Dakar. Une sentence qui a déclenché de nombreuses manifestations spontanées à travers tout le pays. Pendant 72 heures, les manifestantEs ont subi une répression féroce.

Le sang et la peur

Le bilan s'élève à 23 morts, dont trois enfants, soit par asphyxie à cause de l'utilisation massive de gaz lacrymogène, soit par balles. De nombreuses images montrent des civils armés de fusils et cagoules se trouvant parmi les forces de l'ordre, même si la préfecture de police a tenté, lors d'une conférence de presse, de les faire passer pour des manifestantEs.

La Croix-Rouge a informé avoir donné des soins à 357 blesséEs dont des femmes enceintes. L'organisation de la société civile « Y'en a marre » dénonce les centaines d'arrestations et les mauvais traitements que certains ont subis lors de leur détention.

La police a utilisé des manifestants arrêtés pour s'en servir de bouclier humain contre les jets de pierres, n'hésitant pas à prendre un gamin comme le montre une vidéo d'al-Jazeera massivement relayée sur les réseaux sociaux.

À l'image des dictatures, le pouvoir sénégalais a coupé internet pour tenter d'affaiblir la mobilisation.

Un pouvoir qui s'accroche

En 2021, Ousmane Sonko a été accusé par une jeune employée

Les mobilisations populaires ne faiblissent pas contre la volonté du président Macky Sall de rester au pouvoir en éliminant son rival Ousmane Sonko. Elles font face à une violente répression, mais sont une opportunité pour la gauche sénégalaise.



Macky Sall, président du Sénégal. WIKIMEDIA COMMONS

d'un salon de massage de viols répétés et de menaces de mort. Sonko a réfuté ces accusations. Lors de son procès par contumace, l'opposant a été acquitté pour ces accusations mais en revanche a été condamné pour corruption de la jeunesse à deux ans de prison ferme, entraînant une inéligibilité. Ce délit que beaucoup de Sénégalais ont découvert, est passible d'une peine allant jusqu'à cinq ans de prison. Il s'agit de punir le contrevenant qui se livre à la débauche d'un jeune de moins de 21 ans. Au moment des faits la jeune masseuse avait vingt ans.

Pour la grande majorité, il s'agit d'une manœuvre du pouvoir pour empêcher Sonko de se présenter à l'élection présidentielle de 2024. D'autant que Macky Sall est

coutumier du fait. Il a recouru à la justice pour écarter ses principaux rivaux Karim Wade puis Khalifa Sall.

Autre source de tension et pas des moindres, la volonté manifeste de Macky Sall de briguer un troisième mandat en exploitant le changement de Constitution. Alors qu'il s'était engagé à n'en faire que deux. Aux yeux de la population, le président de la République est prêt à tout, y compris à mettre le pays à feu et à sang pour se maintenir au pouvoir.

Alternance ou alternative

Alors que les conditions de vie empirent pour la majorité des SénégalaisES, que les jeunes ont comme seule perspective de risquer leur vie dans une émigration

périlleuse, la corruption de l'élite au pouvoir devient insupportable. C'est la critique de ces turpitudes qui fait la force de Sonko. Cet ancien inspecteur des impôts a été radié de l'administration pour avoir dénoncé les fraudes fiscales de cette élite. Si la très grande partie de la gauche sénégalaise soutient depuis le début Ousmane Sonko, elle ne doit pas pour autant délaissé ses valeurs. En effet Sonko ne remet nullement en cause le système, son programme vise à favoriser le patronat sénégalais dans la compétition internationale. Un nationalisme qui n'est nullement articulé à une émancipation sociale.

En 2000, la gauche sénégalaise avait soutenu Abdoulaye Wade qui se réclamait du libéralisme pour mettre fin à des décennies d'un pouvoir inféodé à la France. Son gouvernement autoritaire laissera en mémoire une corruption à grande échelle. De cet épisode, la gauche est sortie affaiblie.

Être dans la mobilisation contre le pouvoir affairiste de Macky Sall est bien évidemment du rôle de la gauche mais elle doit aussi faire entendre sa voix, celle des travailleurEs et des paysanEs. Ne pas oublier les leçons du passé, c'est avoir le souci de construire ses propres organisations car, dans les futures batailles pour défendre les classes populaires, la gauche ne pourra compter que sur ses propres forces.

Paul Martial

ÉTAT ESPAGNOL Réduire la menace de l'extrême droite en changeant de cap

Dans la foulée de la défaite du gouvernement de gauche en Espagne, des élections législatives anticipées seront organisées le 23 juillet.

Il ne sera certainement pas possible d'endiguer la dérive droitiste en faisant évoluer le PSOE vers la droite. L'expérience récente des trois dernières années en Espagne, comme dans d'autres pays : les nouveaux progressismes peuvent être, pour citer [le sociologue Massimo] Modonesi, une « digue temporaire », un moindre mal face au bloc réactionnaire, mais ils ne sont pas capables de « résoudre les contradictions sous-jacentes » qui expliquent sa montée.

Faire vivre un projet autonome et alternatif

Dans ce contexte, la situation de « paix sociale » que les directions des CCOO et de l'UGT¹ ont maintenue tout au long de cette législature et qu'elles ont renouvelée avec leur récent pacte avec les patrons ne semble pas de nature à favoriser la remobilisation de la gauche. Il sera donc difficile de créer les conditions favorables pour déborder le cadre bipartisan de la campagne électorale et, surtout, de faire apparaître un projet autonome et alternatif dans la campagne qui mette au centre des questions aussi fondamentales que la lutte contre le changement climatique, la précarité de nos vies, l'avancée



Alberto Núñez Feijóo, président du Parti populaire (droite). WIKIMEDIA COMMONS

dans la reconnaissance de la réalité plurinationale de l'État, ou le rejet d'un racisme structurel qui, comme nous l'avons vu récemment, en est venu à avoir ses pires expressions non seulement à notre frontière méridionale, mais aussi sur les terrains de football.

Dans ce contexte, la gauche anticapitaliste doit également assumer sa part de responsabilité dans la situation de défaite collective dans laquelle nous nous trouvons et qui la conduit à être pratiquement absente en tant qu'alternative politique lors de la prochaine bataille électorale. Cela ne signifie pas qu'elle doive ignorer la nécessité

de contribuer à empêcher la victoire du bloc de droite, car nous ne pouvons pas sous-estimer la menace que représenterait son accès au gouvernement de l'État, avec l'attaque conséquente des droits civils et sociaux fondamentaux (en premier lieu contre les personnes du Sud et les femmes) et le renforcement d'une prétendue démocratie, prête même à mettre hors la loi une partie de l'actuel spectre parlementaire.

Résister à l'autoritarisme et au bipartisme

Cependant, la gauche anticapitaliste devrait affronter ce danger à

partir d'une position autonome et critique qui, à son tour, chercherait à se joindre aux mouvements sociaux et aux forces politiques à gauche du PSOE, cela dans un processus de remobilisation sociale contre les politiques néolibérales et néoconservatrices, d'où qu'elles viennent et quels que soient les gouvernants.

En tout état de cause, quels que soient les résultats du 23 juillet, des heures encore plus difficiles nous attendent : il est temps de résister à la menace d'un autoritarisme réactionnaire, mais aussi à un bipartisme systémique qui se renforce, et de chercher de nouvelles voies de convergence et d'ancrage dans les couches populaires qui contribueront à offrir un horizon d'espoir pour un véritable changement. Pour cela, il faudra s'appuyer sur le travail essentiel et patient des réseaux de solidarité de quartiers et de lieux de travail qui permettent un plus grand ancrage social autour d'une culture de la mobilisation et de la solidarité qui remette au centre les conflits sociaux et la défense d'une vie digne sur une planète habitable face au capital.

Jaime Pastor

Version intégrale sur alencontre.org

1 - Confédération syndicale des Commissions ouvrières et Union générale des travailleurs, les deux principales formations syndicales dans l'État espagnol.

GRANDE-BRETAGNE Les jeunes médecins en grève pour les salaires

La bataille pour défaire le gouvernement sur les salaires dans le NHS (Service national de santé) a repris. La victoire est cruciale non seulement pour les travailleurEs concernés, mais aussi pour la survie du service de santé lui-même.

Des dizaines de milliers de médecins en formation de toute l'Angleterre, membres du syndicat BMA (British Medical Association), étaient prêts à entamer une grève de 72h à partir de 7h du matin mercredi 13 juin. Ils sont à nouveau en première ligne d'une bataille plus large menée par tous les travailleurEs du NHS.

35% d'augmentation revendiqués

Paul, médecin radiologue et membre de la BMA dans l'est de l'Angleterre, déclare : « Il est encourageant de sentir un soutien plus large pour les médecins en grève et de savoir que d'autres travailleurEs du NHS sont derrière nous. Nous sommes tous confrontéEs à des problèmes similaires, que l'on soit médecin, infirmière ou que l'on travaille dans d'autres catégories ou professions qui font campagne pour de meilleurs salaires. Aucun d'entre nous n'est déraisonnable, nous menons tous le même combat. J'espère que tout le monde nous soutiendra et renforcera ce sentiment de solidarité. »

Les médecins en formation sont essentiels au NHS. Ils représentent environ la moitié des médecins hospitaliers en Angleterre et un quart des médecins travaillant dans les cabinets de médecine générale. Selon la BMA, les médecins en formation en Angleterre ont subi une baisse de salaire de 26,1% entre 2008-2009 et 2021-2022, une fois l'inflation prise en compte. L'inflation galopante de cette année ne fait qu'aggraver la situation. Les ministres n'ont proposé qu'une augmentation de 5%. Le syndicat réclame une augmentation de 35% pour rétablir les salaires au niveau de 2008.

« Tous les travailleurEs de la santé sont dévalorisés »

Sur chaque piquet de grève cette semaine, on entendra des histoires de personnel épuisé et d'un NHS au bord de l'effondrement. Les dégâts ne sont pas dus à la grève, mais à des années de sous-financement et de privatisation rampante.

De nouveaux chiffres annoncés la semaine dernière montrent que les listes d'attente ont atteint un nouveau record, avec 7,4 millions de personnes en Angleterre qui attendaient de commencer un traitement à la fin du mois d'avril. Les listes d'attente ne cessent de s'allonger, bien que [le Premier ministre] Rishi Sunak ait fait de leur réduction l'un de ses principaux engagements.

Paul déclare : « Lorsque nous avons entamé les grèves, nous espérons qu'une courte période d'action déterminée réglerait le problème. Aucun d'entre nous ne veut nuire au NHS, c'était donc l'option la moins perturbatrice. »

Mais le gouvernement n'a pas bougé. Nous en sommes donc à notre troisième phase de grève, et il est question de trois jours de grève par mois pendant l'été.

Même les personnes qui étaient initialement réticentes à faire grève me disent à quel point il est important que nous continuions et que nous gagnions. Ils se sentent trahis.

Tous les principes qui sont censés compter — la récompense du dur labeur, le fair-play, la possibilité de progresser pour soi et sa famille — ont été mis à mal. Les gens sont également déterminéEs à faire grève parce qu'ils s'inquiètent de l'état du NHS. Tous les travailleurEs de la santé sont dévaloriséEs et la pression est constante. »

Tout le monde devrait se rallier aux piquets de grève cette semaine.

Charlie Kimber

Original (en anglais) sur socialistworker.co.uk.



GUY SMALLMAN



Un rassemblement contre la nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin a lieu les 17 et 18 juin à l'appel des associations écologistes et notamment des Soulèvements de la Terre. Ce projet est contesté depuis plusieurs décennies en France et surtout en Italie, parce qu'il induit le percement d'un tunnel de 57 kilomètres de long, dévastateur pour les écosystèmes et qu'il ne répond à aucun besoin social. Points de vue croisés des deux côtés des Alpes.

EN FRANCE, PETITS COLLECTIFS CONTRE GRAND PROJET INUTILE

La mobilisation contre le tunnel et le tracé Lyon-Turin a lieu dans la vallée de la Maurienne, première victime, côté français de ce projet inutile et dangereux.

Cette vallée, creusée par la rivière de l'Arc est un axe majeur millénaire entre la Savoie et l'Italie, Val de Suse. Au 19^e siècle, la tradition agro-pastorale est bousculée par l'industrie métallurgique. Au milieu du 20^e siècle, c'est l'explosion de l'or blanc qui vient chambouler le paysage. De nombreuses stations de ski — La Norma, Les Karellis, Bessan, La Toussuire — voient le jour et créent des fortunes locales aussi épaisses que discrètes. L'Arc est longé par une route, un chemin de fer de deux voies, une autoroute avec le tunnel du Fréjus (long de 12 895 mètres) mis en service en 1980.

LYON-TURIN:

DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE



MORT DE BERLUSCONI



Entre l'idée d'une voie de transport directe entre Lyon et Turin et son éventuelle mise en service, cinquante ans se sont écoulés.

Ce projet, c'est celui de Vinci, Bouygues, Eiffage et Colas

Le projet en quelques dates

En 1990, Louis Besson, homme politique local, maire PS de Chambéry, mais aussi ministre des Transports et du Logement, ministères proches du BTP, porte le projet. On fait rêver: Paris-Milan en 4 heures pour les voyageurs, les camions sur le rail, Chambéry en hub international...

Les écologistes acclament: la pollution sera maîtrisée.

La droite depuis ses bastions savoyards, suivie par le PS, aiguise les appétits locaux promettant une nouvelle manne comme l'a été celle de l'or blanc: pour toutes celles et ceux qui souffrent de la fermeture des usines qui a sinistré plusieurs vallées, et des emplois. À la spéculation, on promet le développement en flèche de l'immobilier. Quelques «gauchistes» s'opposent et pointent un projet capitaliste au service du seul intérêt du BTP. En 1991, la Convention alpine est créée et doit permettre le développement des régions alpines frontalières.

Entre 2001 et 2015: études, négociations entre la France, l'Italie et l'Europe, le projet est déclaré prioritaire par les chefs d'État et bénéficie d'un important financement public.

2015: création de TELT (Tunnel Euralpin Lyon Turin), promoteur public de droit français dont l'État est actionnaire à 50%.

Le trajet et les coûts

Le trajet a fait l'objet de plusieurs remaniements en fonction des influences locales. Fret et voyageurs partent de Grenay, non loin de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, et arrivent à Saint-Jean-de-Maurienne.

Le passage des trains va nécessiter la construction de 8 tunnels et 6 viaducs. Les modes de financement de ces accès ne sont pas connus à ce jour et font douter le Conseil d'orientation des infrastructures qui repousse de 2035 à 2048 une hypothétique mise en service.

À tout ce qui a déjà pu être écrit quant à l'explosion du budget de construction, s'ajoute le budget de refroidissement permanent du tunnel, la maintenance et sécurisation ainsi que celles des ouvrages d'art des accès.

De l'inutilité du projet

Là aussi, à qui veut savoir, tout a été dit, par les No TAV, par les MauriennaisEs, par le Collectif contre le Lyon-Turin de Chapareillan¹ sur le débouché du

tunnel prévu sous le massif de la Chartreuse.

Les échanges en Europe ont été totalement modifiés depuis l'origine du projet: il n'y a plus d'industries pour remplir le fret, comme Fiat à Turin, la métallurgie en Maurienne. Le nombre de voyageurs a baissé drastiquement. Tout a été dit, calculé, prouvé à ce sujet, voir entre autres le site modeste mais avéré de Vivre et Agir en Maurienne².

La réalité sur le terrain

Les emplois ne seront pas des emplois locaux et ne seront pas pérennes. Le boom immobilier pour l'instant consiste à exproprier. Les terres agricoles sont bétonnées, les réseaux hydrologiques sont bouleversés, la vallée est d'ores et déjà défigurée. Selon l'ADEME (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), il faudra 25 ans pour amortir, via l'économie de circulation des camions, le CO₂ émis pour la construction. Relier Paris à Milan en 4 h 30 est totalement irréalisable, et ne tient pas compte, par exemple, des nécessaires arrêts.

La ligne de fret, remise à neuf pour un milliard à Ambérieu, est utilisée à 20% de ses capacités, et les pentes trop rudes mises en avant ne sont pas un problème en Suisse pour une configuration semblable.

Ce projet n'est plus celui d'une volonté politique de développement, qui déjà serait à interroger, mais bel et bien celui de Vinci, Bouygues, Eiffage et Colas.

Depuis plus de dix ans, des collectifs et associations locales, en vallée de Maurienne, en vallée du Grésivaudan, luttent contre ce projet famélique avec de très petits moyens et sans grands échos locaux et nationaux. Ce qui est le plus étonnant dans ce drame écologique, c'est que les concernés en Maurienne, en Isère, en Savoie et tout au long du tracé côté français, ne soient pas plus nombreuxEs à se révolter non seulement contre la défiguration de leur habitat et de la nature mais aussi contre des dépenses famélines qui permettraient la construction de plusieurs hôpitaux, de crèches, de compenser les restrictions de budget de la région Auvergne-Rhône-Alpes sur le dos de la culture.

Si la montagne se soulève, peut-être que la triste vérité de l'avenir de leurs descendants les mobilisera.

Claude

1 - <https://cclt38.wixsite.com/cclt>
2 - <https://vamaurienne.ovh/>

LE MOUVEMENT NO TAV EN ITALIE: UNE AUTRE FAÇON DE VIVRE LE TERRITOIRE

Le mouvement No TAV (*Treno ad Alta Velocità*), s'opposant à la construction de la ligne à grande vitesse entre Turin et Lyon, naît en 1989, dans le Val de Susa, à l'ouest de Turin, avec la création du collectif «Habitat».

À u début des années 2000, le TAV est progressivement inclus dans le «Corridor 5» (Lisbonne-Kiev) du Réseau trans-européen visant à «accroître la croissance, la compétitivité et l'emploi»¹. D'abord censé augmenter les mouvements de passagers et touristes, ce méga-projet a ensuite été assigné au fret afin d'accélérer d'environ 1 heure la vitesse de déplacement des flux de marchandises pourtant en baisse depuis le début du 21^e siècle.

Un projet écocide et inutile

Les 57 km de tunnels qu'on propose de creuser dans les Alpes, s'ajouteraient en effet à une ligne ferroviaire existante et actuellement sous-exploitée. Selon un grand nombre d'experts et d'acteurs associatifs et militants, les conséquences seraient désastreuses pour la région et ses 70 000 habitantEs : artificialisation de 1 500 hectares, pollution de l'air causée par l'uranium et l'amianté contenus dans les roches, expropriation des terres agricoles, déforestation, perturbation et assèchement des nappes phréatiques, fortes émissions de CO₂...

Le mouvement des mouvements

Composé par les principales associations écologistes actives dans la région du Piémont (Pronatura, Legambiente, Italia Nostra puis WWF) et d'individus se reconnaissant dans ce courant, cet embryon contestataire s'organise rapidement dans le Val de Susa. Héritier du courant autonome, de l'extrême gauche et du pacifisme, contemporain de l'altermondialisme, rassemblant une diversité de tactiques et d'acteurs (allant de la gauche chrétienne aux militantEs anarchistes des squats en passant par les comités d'habitantEs) le mouvement No TAV est d'une rare complexité.

Si la dimension écologiste est très tôt à conjuguer les revendications liées aux inégalités sociales avec un autre impératif : celui de préserver le vivant. Il constitue ainsi une expérience cruciale dans le processus de prise de conscience autour de l'urgence de préserver les conditions de la vie sur terre. Des milliers de personnes de tous âges se sont battues pendant plus de trente ans pour protéger le Val. Elles se sont organisées pour surveiller les chantiers jour et nuit, ont utilisé leurs corps pour barrer la route aux bulldozers, coupé le fil barbelé pour saboter les débuts des travaux, investi le territoire pour le soustraire à l'occupation étatique et militaire. Dès l'origine, les revendications mêlent prises de position environnementalistes et réflexions politico-économiques. Elles s'attachent notamment à dénoncer, d'une part, la corruption de l'État et le rôle de l'association mafieuse calabraise la 'Ndrangheta dans la construction de l'infrastructure, et d'autre part, le coût exorbitant et le caractère inutile d'un projet considéré, dès les années 1990, comme obsolète.



Bataille de Seghino 25/10/2005. WWW.NOTAV.INFO



La reprise de Venaus, 08/12/2005. WWW.OSSERVATORIOREPRESSIONE.INFO

En lutte depuis 1990

Nous pouvons identifier cinq phases historiques² principales. La première de 1990 à 1995 : ProNatura et Habitat envoient un courrier au gouvernement pour exprimer leur opposition au projet et démarrent une campagne de sensibilisation. L'opposition se focalise sur l'impact environnemental : dommages irréversibles déjà causés par le tunnel du Fréjus, la pollution de l'air et la pollution acoustique due au passage de 280 trains par jour. La stratégie se fonde sur la diffusion de l'information, l'instauration d'un dialogue avec les institutions (souvent avec le soutien des maires opposés au projet) et des actes de désobéissance civile.

De 1995 à 2001, l'opposition se concentre sur les coûts de l'infrastructure et sur la structure économique et financière. C'est à ce moment-là que le logo No TAV est créé ainsi que le comité de lutte populaire de Bussoleno, formé par des personnes ayant un passé militant et ouvrant la voie à la création d'autres comités. En 2001, Berlusconi fait voter la «loi objectif» qui permet de transférer le pouvoir décisionnel des collectivités au gouvernement central pour les infrastructures considérées d'intérêt stratégique. De 2000 à 2005, le mouvement s'élargit et s'intensifie. Le 25 octobre 2005 a lieu la bataille de Seghino, du nom du pont où les militantEs ont opposé leurs corps aux forces de l'ordre.

Le mouvement fait pour la première fois l'expérience de sa capacité à désobéir et à résister collectivement. La marche du 17 novembre 2005 constitue un autre temps fort : 80 000 No TAV occupent le territoire de Venaus dans lequel les travaux auraient dû commencer. L'État répond avec une forte répression policière en évacuant la zone. Le 8 décembre 2005, 70 000 No TAV reprennent Venaus.

Le début des travaux du premier tunnel provoque une occupation de six semaines dans le cadre d'un campement nommé «La République libre de la Maddalena» en référence aux Républiques partisans qui luttaient contre l'occupation nazie-fasciste. Son évacuation est suivie par plusieurs manifestations et une marche de Venaus à Rome marquant l'entrée du mouvement No TAV dans l'espace public national.

Mobilisation exemplaire et symbolique contre le néolibéralisme

Entre 2006 et 2010, le mouvement acquiert une valeur symbolique internationale dans la lutte contre le modèle économique néolibéral et épouse également des revendications démocratiques. En 2006, le Premier ministre italien forme un comité technique («Osservatorio Tecnico») dont le président est un ancien membre du comité pro-TAV. Le comité présente un projet appelé FARE — «faire» en italien dont le déroulé signifie «chemin de fer alpin raisonnable et efficace» — qui propose une amélioration de la ligne existante, la construction d'un nouveau tunnel tout en soutenant la nécessité d'une nouvelle ligne. Les No TAV rejettent le projet. Dans cette période, le mouvement signe le National Pact for Solidarity and Mutual Aid, qui coordonne les travaux des communautés qui luttent contre ces abus. Une partie du mouvement devient plus radicale.

Chiodimonte et la répression

Enfin, cinquième période, à partir de 2010, le mouvement acquiert une forte conscience politique et développe différents moyens de lutte. En 2011, a lieu le premier Forum européen contre les Grands projets inutiles et imposés. Cet événement annuel s'est perpétué depuis sur différents sites comme celui de Notre-Dame-des-Landes. Une nouvelle confrontation violente a lieu après l'évacuation du

À Chiomonte, le mouvement appelle alors à une nouvelle manifestation nationale le 3 juillet 2011 contre le début des travaux. L'État déploie 2 500 policiers et soldats et lance 4 000 grenades lacrymogènes

«presidio» de Chiomonte, le mouvement appelle alors à une nouvelle manifestation nationale le 3 juillet 2011 contre le début des travaux. Dans ce cadre, l'État déploie 2 500 policiers et soldats et lance 4 000 grenades lacrymogènes sur les manifestantEs.

La très violente répression cause des centaines de blessés et une cinquantaine d'arrestations. À la suite de ces nombreuses actions de sabotage, ce territoire est déclaré zone militaire surveillée par la police et l'armée. En 2012, Luca Abbà, un agriculteur de 37 ans, mis sous pression par la police, chute d'un pylône électrique du chantier de Chiomonte où il était monté pour retarder les travaux et d'où il racontait les événements

en direct sur Radio Black-Out. Les travaux ont continué avec le corps de Luca inconscient au sol. En 2013, a lieu le maxi-procès contre 53 militantEs accusés de terrorisme. Mille procédures judiciaires sont engagées. Un nouveau modèle de criminalisation des opposantEs politiques par le droit pénal est mis en place contre les «mauvaisEs NoTAV» définiEs à travers la catégorie de l'«anarcho-insurrectionnaliste» et jugéEs non pas pour leurs actes mais pour leurs idées et leurs styles de vie. Mais le mouvement refuse de se dissocier des formes d'action jugées plus radicales : «si être black bloc signifie vouloir libérer la vallée du contrôle militaire alors nous sommes tous back bloc», déclare le mouvement dans la conférence de presse qui a suivi la confrontation du 3 juillet 2011³.

Le mouvement s'essouffle

Le mouvement No TAV s'est progressivement affaibli. L'entrée au Parlement du Movimento 5 stelle n'a pas modifié le rapport de forces. Historiquement contre le TAV, considéré comme «la mère de toutes les luttes», le mouvement du comique Beppe Grillo n'a pas réussi à empêcher le passage en force du gouvernement de Matteo Renzi, favorable au projet écocide. La présentation de la motion des 5 étoiles contre le TAV, promptement refusée par la Ligue de Salvini, est jugée par Alberto Perino, l'une des figures emblématiques du mouvement No TAV, comme une tentative pathétique de sauver la face.

Un immense héritage

L'occupation du Val de Susa, la création de nombreux «presidi»

— prenant la forme de sites de contestation, de lieux d'échange et de démocratie — et le déploiement du répertoire de la désobéissance face à l'occupation des terres de la part de l'État et de ses forces armées, ont permis la construction d'une autre forme de vivre le territoire. Le No TAV devient presque une culture à part entière fondée sur l'autogestion et la participation démocratique. Les comités locaux sont reliés dans une coordination qui sélectionne les propositions des assemblées populaires. Les mots d'ordre du mouvement font du Val de Susa un sujet collectif qui résiste, qui vit et qui lutte. C'est une façon de donner un statut à la montagne pour ne pas la considérer uniquement comme une ressource à exploiter ; une manière peut-être aussi de retrouver le métabolisme entre l'homme et la nature dont Karl Marx signalait la rupture dès le début du capitalisme industriel. Le mouvement a jeté les bases pour le développement de formes plus radicales et massives de lutte écologiste. Comme à Notre-Dame-des-Landes, une victoire permettrait d'avancer dans la confiance en notre capacité collective à renverser ce monde, à aller vers «une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux»⁴.

Hélène Marra

1 – Growth, competitiveness, employment The challenges and ways forward into the 21st century: White paper.

2 – Leonardi E. Foucault in the Susa Valley: The No TAV Movement and Struggles for Subjectification. *Capitalism, Nature, Socialism*, 2013; 24(2): 27-40.

3 – Mauvaise Troupe Collective, *The Zad and NoTAV*, éditions Verso, 2018 (p. 82).

4 – André Gorz, *Ecologica*, éditions Galilée, 2008, 168 pages.

LES PROPOSITIONS DU NPA

À contre-courant du projet des capitalistes, les 40 milliards d'euros sur la table pour le train Lyon-Turin pourraient être utilisés pour rouvrir plus de 13 000 km de «petites lignes» ou encore rendre gratuits les trains TER dans toute la France pendant plus de 70 ans.

Alors que certains soutiens locaux vantent la création d'emplois par le Lyon-Turin, nous rappelons que ses promoteurs organisent depuis plusieurs décennies la sous-exploitation de la ligne existante afin de justifier leur projet. De nouveaux emplois peuvent être créés dans l'ensemble des services publics où le manque d'effectifs et de ressources menace les droits essentiels à la santé, à l'éducation et au logement, les inégalités climatiques allant de pair avec les inégalités économiques et sociales.

À contre-courant du modèle productiviste

Inscrit dans le modèle de développement productiviste des années 1980, fondé sur l'accélération et l'idée d'une croissance infinie, le Lyon-Turin promeut le vieil imaginaire du progrès technologique : faire croître toujours plus les échanges de marchandises et la vitesse des déplacements entre les gros nœuds industriels et continuer à mondialiser le commerce, peu importe le coût social et écologique. À l'inverse, il est urgent d'encourager les circuits courts, de diminuer notre consommation, de nous réapproprier nos modes de vie et de production pour répondre à nos besoins tout en respectant les limites fixées par les écosystèmes. Nous devons développer le réseau TER, rendre les transports gratuits,

Il est urgent d'encourager les circuits courts, de diminuer notre consommation, de nous réapproprier nos modes de vie et de production pour répondre à nos besoins

re-créer des commerces locaux et des services publics de proximité pour éviter leur concentration dans les grandes villes, développer l'agriculture paysanne, réquisitionner les logements vides, interdire la publicité qui crée de faux besoins, etc. Nous promovons des formes démocratiques de prise de décision et de gestion des biens communs pour répondre aux besoins collectifs des populations et non pas à des logiques de concurrence économique.

Vers une société écosocialiste

Ces propositions doivent être vues comme des mesures de transition. C'est-à-dire qu'elles ne sont pas une fin en soi puisque nous voulons construire l'écosocialisme, mais elles sont autant d'outils de lutte pour augmenter le rapport de force et montrer les contradictions du capitalisme. En parallèle, le désarmement des grands projets inutiles et écocides, comme le train Lyon-Turin, sont des luttes justes et nécessaires car elles représentent des gestes de survie collective. Elles permettent de créer des liens entre des collectifs, habitantEs, travailleurEs et militantEs et

elles nous donnent de la force par leur intensité, leur construction unitaire et leur capacité de politisation. Au-delà de la création d'une ligne ferroviaire, il s'agit bien de s'opposer au capitalisme vert, à la bétonisation des sols, à l'accaparement des ressources, à la destruction du vivant dans le but d'accumuler du profit. En plus d'être parfois victorieuses, ces oppositions aux projets inutiles nous inspirent comme dans le cas de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Un des éléments essentiels qui a mené à l'arrêt du projet d'aéroport est l'entrée dans la lutte des travailleurEs de Vinci. Nous cherchons à construire des ponts entre les mouvements écologistes et le monde du travail, que ce soit en soutenant les luttes des travailleurEs d'industries polluantes qui veulent réorienter leur production ou par exemple en menant la lutte politique pour les 32 heures sans perte de salaire. Nous nous battons pour un projet de société écosocialiste, débarrassée de l'exploitation et des oppressions, qui s'oppose à la vision du monde véhiculée par le projet Lyon-Turin.

Cyprien

SOLOGNE

Contre Zemmour et sa clique, riposte antifasciste le 24 juin

Depuis plusieurs années déjà, la fête de la Violette, événement national de la droite française, est organisée en Sologne dans le Loir-et-Cher. Cette année, cette fête autrefois portée par les Républicains et Guillaume Peltier, passe (comme lui) aux couleurs de Reconquête, le mouvement d'Éric Zemmour.

Si cette fête a déjà accueilli plusieurs dirigeants de la droite dure, comme Nicolas Sarkozy, son organisation ne relève plus des Républicains. Cette année, le mouvement Chasse Pêche Nature et Tradition, nouvellement renommé Mouvement pour la ruralité, a décidé de l'organiser main dans la main avec Reconquête et en invitant Éric Zemmour, Marion Maréchal et Nicolas Bay. Ce glissement de la droite dure à la droite extrême rappelle le parcours de ce ténor de l'extrême droite solognote, ancien des Républicains et du FN qu'est Guillaume Peltier. Réactionnaire (et carriériste) invétéré, Peltier et sa clique tentent de faire de la Sologne le fief de Zemmour.

Pas de fachos dans nos campagnes, pas de campagnes pour les fachos!

Si Peltier est l'un des « prodiges » de l'extrême droite locale, ses copains ne sont pas en reste. Alexandre Avril, maire de Salbris, s'est illustré par sa politique d'extrême droite et des invitations régulières du « Chœur de l'Oriflamme » (chorale d'extrême droite, voire néonazie orléanaise) dans sa commune. La stratégie de l'extrême droite néofasciste, réactionnaire et sexiste façon Reconquête en Sologne est plus que claire : elle tente de s'implanter coûte que coûte dans un territoire enclavé et victime de la fermeture de grandes entreprises, comme Matra. La fête de la Violette le 24 juin en Sologne aux couleurs de Reconquête en est un parfait exemple et doit nous alerter.

Le fascisme et l'extrême droite se combattent partout et tout le temps, y compris dans nos campagnes. Leurs idées nauséabondes doivent être combattues sur les lieux de travail et de vie, mais aussi dans la rue et conjointement avec les organisations de notre classe qui défendent des valeurs de progrès social. Pour ces raisons, plusieurs associations, organisations politiques et syndicats appellent à un rassemblement, le 24 juin, dès le matin et toute la journée à Pierrefitte-sur-Sauldre, localité où se déroulerait ce « grand banquet populaire et champêtre » d'extrême droite, pour lequel plus de 1000 inscrits sont revendiqués par G. Peltier.

Anne Cravero et Jérôme Barbou



ENTRETIEN « Dans le secteur du bâtiment, c'est compliqué de mener une grève de blocage »

On avait suivi votre grève du 26 mai sur les salaires et contre l'introduction d'un « critère de prévention » dans l'accord d'intéressement. Quelles sont les suites de cette mobilisation ?

On s'attendait à une bonne mobilisation des salariéEs, malheureusement cela n'a pas été le cas. C'est resté du débrayage ponctuel, même s'il y a eu des surprises comme sur le site de Châteauroux, qui n'est pourtant pas un bastion syndical. Les piquets ont quand même permis de s'adresser à nouveau aux autres salariéEs et de contrer le discours de la direction en rappelant les effets pervers du « critère de prévention ». On a fait ce qu'on pouvait en termes de conscientisation. Dans le secteur du bâtiment, c'est compliqué de mener une grève de blocage : on est dispatchéEs sur les chantiers, on ne passe pas forcément par le site. On sent aussi les effets de toutes les offensives anti-CGT du patron. Le patronat cherche sans arrêt à faire comme s'il n'était pas capitaliste, il parle de redistribution tout le temps... Ce qui est quand même ridicule !

Vous dites que ce « critère de prévention », qui va conduire à une sous-déclaration des accidents du travail, est cynique. Quels sont les enjeux autour de la prévention dans le BTP ?

Ils ont beau introduire partout ce « critère de prévention », on voit bien que de la prévention, ils en font de moins en moins ! Avant, on avait des associations qui intervenaient sur divers risques, par exemple en sécurité routière. Maintenant, le plan de prévention ça consiste à nous envoyer des Powerpoint par mail ! On est l'un des secteurs avec le plus d'accidents du travail (AT) (1 mort/jour), sachant que tout n'est pas déclaré comme accident donc c'est sous-évalué. Alors oui, l'enjeu majeur pour nous, c'est la santé, la sécurité et les conditions de travail. On doit sans cesse se battre pour rappeler que le patronat est responsable sur ces sujets, alors qu'il cherche toujours à individualiser le risque. Certains travailleurEs se persuadent qu'ils avaient déjà un problème avant l'AT ou font

Le 26 mai, la CGT de l'entreprise du bâtiment Eiffage Energie Système Val de Loire a lancé un appel à la grève pour l'augmentation des salaires mais aussi pour protester contre l'introduction d'un critère de prévention dans l'accord d'intéressement et la division du CSE de l'entreprise en deux. Nous revenons ici avec deux syndicalistes sur leur grève et leurs conditions de travail.



Se mobiliser pour une prévention réelle des accidents du travail dans le bâtiment. NPA

On sait aussi qu'il faut avoir une attention particulière sur les intérimaires et les apprentis, qui sont plus exposés

changer leur arrêt de travail pour AT en arrêt maladie, mais ce n'est plus la même couverture de la Sécurité, après ! C'est aussi dû aux valeurs de virilité qui sont très répandues, cela n'aide pas, et c'est incité par le management. Un chef de service a déjà repris des salariéEs en envoyant une photo de l'instructeur Hartman dans *Full Metal Jacket*, on voit l'ambiance ! Maintenant, on sait aussi qu'il faut avoir une attention particulière sur les intérimaires et les apprentis, qui sont plus exposés. Les tuteurs n'ont plus d'agrément, les apprentis sont un peu livrés à eux-mêmes. La généralisation de l'apprentissage ne va pas améliorer la situation.

Avec l'enquête de Mathieu Lépine, il y a une tentative de mettre des

mots et des chiffres sur la mort au travail, et en particulier dans le bâtiment, mais pour vous c'est une expérience de longue date...

La vraie question c'est celle du prix de la vie d'un homme. Leur calcul est vite fait : la prévention coûte plus cher que la responsabilité pénale après la mort d'un salariéE. Et puis qu'on se le dise, on regarde si t'es noirE ou arabe, ou handicapéE, ou homosexuelE, cela joue sur le prix qu'on te donne. En plus, le développement de la sous-traitance dézingue la chaîne de responsabilité : ils s'en sortent toujours à bon compte.

Est-ce le cas dans les chantiers Grands Paris / JO 2024 ?

Oui, Eiffage a remporté des marchés pour le Grand Paris, avec énormément de sous-traitance. Et en bout de chaîne, on emploie les plus précaires dans des conditions atroces. En septembre, on a quand même réussi à bloquer le chantier du village olympique une journée. C'était pour rendre visibles ce travail et cette surmortalité.

Les risques, la responsabilité de l'employeur, la sous-traitance... Comment s'organise l'action

La prévention coûte plus cher que la responsabilité pénale après la mort d'un salariéE

syndicale face à ces enjeux ?

En fait, c'est très compliqué. Déjà, la précarité a des effets : les gens sont blasés et veulent du pognon, même si c'est quasi rien. Et puis les capitalistes qui font croire qu'ils n'en sont pas, cette idée de « ne jamais mordre la main qui nous nourrit » (quand on sait à quel point c'est nous qui les nourrissons !), cela n'aide pas à faire monter la conscience collective. La direction met la pression sur les salariéEs qui nous parlent ou essaient de l'ouvrir. On a l'impression que le patronat, notamment dans le BTP, a passé un cap : il se croit de plus en plus tout permis dans cette ambiance macronienne qui passe tout en force ! Par exemple, le coordinateur CGT du groupe Eiffage à l'échelle nationale, il a 35 ans de boîte, depuis deux ans il est coordinateur, il y a eu 3 procédures de licenciement contre lui en quelques mois. Puis au-delà du patronat, il y a aussi de la méfiance des travailleurEs vis-à-vis du syndicat : on passe toujours pour des « casse-couilles ». Et faut se dire que nous on représente quand même une grosse boîte dans le BTP, mais ça reste compliqué de mobiliser, on est comme l'ADMR (aide à domicile en milieu rural), on se voit très peu entre nous, donc ce sont des conditions très compliquées pour s'organiser malgré des enjeux très importants.

Propos recueillis par C.D. et Anne Cravero

1-Mathieu Lépine, l'Hécatombe invisible, enquête sur les morts au travail, éditions du Seuil, 2023, 224 pages.

Logement 2000 personnes à la rue, dont 200 enfants, c'est toujours NON!

Ce 5 juin, c'était la fête en fanfares, slogans et prises de parole à Grenoble ! Plus de 200 personnes avaient répondu à l'appel du DAL (Droit au logement), de l'intercollectifs des écoles occupées, de l'intersyndicale enfants migrantEs, de la FCPE et de la CISEM (coordination des luttes pour les droits des migrantEs, rassemblant associations, réseaux, syndicats, partis). À l'endroit même où débutait il y a un an le campement pendant six semaines de 84 familles, une belle fête se tenait pour soutenir le combat des sans-logis et crier notre colère ! Car, un an de luttes plus tard, la détermination ne faiblit pas : 30 familles, avec 18 enfants, occupent depuis septembre l'école désaffectée Jean-Macé et 8 écoles en activité accueillent des écoliers sans toit avec leurs parents. De jeunes parents d'élèves, des enseignantEs écués devant

l'intolérable ont rejoint la lutte. Toute l'année, les associations ont interpellé avec les familles par des actions et des rencontres le Conseil départemental, la préfecture, la Métropole, la Ville et... rien. Blocage institutionnel ! Aujourd'hui, la revendication centrale est l'expérimentation du droit de réquisition votée en juin 2022 par le conseil municipal de Grenoble, mais jamais appliquée. Le collectif unitaire a proposé à la Ville un protocole de sortie de crise pour l'ensemble des familles mobilisées avec mise en œuvre de la réquisition, et a exprimé sa volonté d'agir avec les élus face à l'État pour sa responsabilité totale dans le manque d'hébergements dignes et pérennes. Devant le refus de discussion sur ce protocole d'accord par le maire, l'AG des mal-logéEs, les écoles occupées et les soutiens ont décidé d'organiser tout ce mois de juin des actions spectaculaires. La première s'est déjà réalisée : irruption dans le débat organisé par des

représentants du ministère du Logement et de la Ville de Grenoble sur la politique de la ville. Devant l'absence de réponses, nous sommes restés sur place 48 heures avec une très bonne couverture médiatique. La lutte continue !

CorrespondantEs

Avignon Rosmerta va déménager

L'association Rosmerta existe depuis 2018. De jeunes mineurs migrants arrivant en gare d'Avignon et venant d'Italie, se trouvaient à la rue. Une solution d'hébergement d'urgence s'imposait. Un groupe de militantEs décident alors d'occuper un bâtiment appartenant au diocèse d'Avignon : une ancienne école désaffectée. Plusieurs dizaines de jeunes migrantEs mineurEs à la rue y ont été accueillis ces dernières années, et quelquefois des familles. Pour ces jeunes, non pris en charge par l'ASE (aide sociale à l'enfance), contrairement à la loi en vigueur, un

logement a été assuré ainsi que des aides multiples, principalement une aide pour obtenir un titre de séjour. La capacité d'accueil est de 60 personnes maximum, et c'est tout le temps plein ! Les relations avec le diocèse ont toujours été pour le moins tendues, ce dernier cherchant à faire évacuer les lieux par divers moyens, dont une procédure judiciaire. L'association étant soutenue par diverses associations, partis politiques, syndicats, et — mollement pour le moins — par la mairie d'Avignon, le diocèse et la préfecture ont hésité un temps à entrer dans un conflit direct. Parmi les soutiens de l'association figurent certains catholiques du département, dont un couple qui a proposé d'acheter les locaux pour un montant de 500 000 euros ! Le diocèse a refusé et fait une contre-proposition inacceptable : un bail particulier sur 25 ans, avec un loyer de 3 000 euros mensuels, tous les travaux d'aménagement et d'entretien

à la charge « du locataire », alors que les différentes normes ne sont pas respectées, en raison de l'état sommaire du bâtiment. Curieusement, une visite de sécurité a eu lieu récemment. Par décision de justice, les lieux doivent être évacués le 30 septembre prochain. La nouvelle préfète a fait savoir qu'elle ferait fermement appliquer la loi. L'équipe d'animation vient de trouver un nouveau lieu à Avignon. Pour financer l'achat et les travaux nécessaires, une SCI solidaire a été créée avec des parts d'un montant de 500 euros. Des dons libres sont également proposés. Le NPA Vaucluse est un partenaire actif de cette association depuis le début, comme d'autres forces politiques et associations du département. Nous invitons toutes celles et tous ceux qui le peuvent à soutenir ce nouveau projet. Pour tous renseignements ou compléments d'information : rosmerta-avignon.fr

Correspondant

En bref



LAFARGE Qui sont les criminels climatiques ?

Par un étrange effet de renversement des responsabilités, les gouvernements criminalisent toujours plus le mouvement écologiste et en particulier son pôle radical. Dans le même temps, États et entreprises poursuivent leur politique de fuite en avant anti-écologique et de terre brûlée pour faire tourner la machine à profits.

La criminalisation des écologistes croît à une allure extrême, souvent pour des futilités. Ainsi, à Toulouse deux militants de Dernière Rénovation ont été condamnés pour dégradation de poteaux de rugby auxquels ils s'étaient attachés avec des serflex. Parfois aussi pour des actions plus « musclées ». Se développent aussi la surveillance permanente, le harcèlement politico-judiciaire sur la durée, comme à Bure ou aux bassines, les violences inqualifiables contre les manifestantEs (Sainte-Soline...), les enquêtes, les interpellations par l'antiterrorisme (la semaine dernière après l'action de « désarmement » contre une usine Lafarge en décembre). Mais aussi des arrestations de masse au Royaume-Uni ou au Pays-Bas (1579 personnes interpellées en une seule action d'occupation routière par Extinction Rebellion.) Les « écoterroristes », comme Darmanin qualifie les activistes écologistes, donnent de forts maux de tête et du fil à retordre aux gouvernements. Pour cause, ces actions, en plus d'être des gestes de survie à court et long terme, sont aussi de puissantes actions politiques en cours de légitimation dans la société. Les capitalistes sont d'autant plus inquiets que ces actions s'en prennent à la propriété privée des criminels climatiques, de l'agrobusiness, du transport, du béton...



Se structurer, se souder, être solidaire

Tout porte à croire que ces actions de désarmement vont se multiplier au fur et à mesure de l'accroissement de la catastrophe écologique. On observe toutefois que presque aucune organisation politique, syndicale ou associative n'a appelé et/ou participé aux rassemblements de soutien aux arrêtéEs mercredi 7 juin, à la suite à l'opération contre Lafarge... Ces rassemblements ont rarement compté plus de quelques dizaines ou centaines de personnes, en fort décalage avec le puissant soutien officiel

ou officieux à ce type d'actions ces derniers mois.

Face à la sévère répression en cours, la plus grande solidarité est de mise et doit se développer entre mouvements écologiste et ouvrier. Cela doit passer par des liens renforcés au sein de ces organisations mais aussi par la discussion, l'élaboration et la prise de décisions collectives, garanties de l'initiative démocratique. Des approches difficiles à porter et complexes à mettre en œuvre dans des situations d'actions directes de « désarmement » que prend le mouvement écologiste dans la période... Difficiles mais

nécessaires pour développer l'écologie radicale dans la séquence qui s'ouvre.

Des arrestations à Andreas Malm

De manière assez surprenante, l'interrogatoire policier des arrêtéEs de Lafarge a en partie porté sur l'influence supposée sur le mouvement écologiste des écrits d'Andreas Malm, géographe et militant, et notamment son ouvrage *Comment saboter un pipeline ?* Dont nous conseillons la lecture, tant il est riche d'enseignements et de sujets de discussion.

Commission nationale écologie

MICRO-ÉLECTRONIQUE De l'argent public il y en a... mais pour le patronat !

STMicroelectronics est une grosse entreprise du CAC40 comptant plusieurs milliers de salariéEs. Les États français et italien en sont actionnaires à hauteur de 25%. On est au cœur d'une industrie actuellement clef: la microélectronique. Les enjeux sont énormes: politiques, économiques, industriels et financiers pour l'État et le patronat mais sociaux et écologique pour nous!

L'État français vient d'annoncer une aide de 2,9 milliards d'euros pour STMicro, participant ainsi significativement aux 7,5 milliards d'investissement prévus pour l'extension du site de production de Crolles (38). Ces annonces s'inscrivent dans la continuité d'années de financement public dans le cadre des plans Nano 2012, Nano 2017, du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), etc. Mais on n'avait encore jamais atteint de telles sommes d'argent public déversées pour soutenir ce secteur industriel. Ces investissements s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat avec Global Foundries (GF) qui reste pour l'instant à confirmer.



WIKIMEDIAS COMMONS

150 intérimaires remerciés

Dans le cadre de ce plan d'investissement, il a été promis la création de 1000 emplois; ce qui fait quand même 2,9 millions par emploi... On est en droit de se demander s'il ne serait pas plus urgent et utile de créer des emplois dans la fonction publique, hospitalière notamment. D'autant plus que pendant que PDG et ministres signent des engagements en stylo doré, se sont 150 intérimaires qui sont remerciés à la suite à une baisse des commandes. On ne peut pas dire que STMicro soit à la pointe en termes de politique sociale: recours à l'intérim alors que la production ne cesse d'augmenter depuis des années, politique salariale bien en deçà de l'inflation, discrimination sexiste, répression contre les grévistes et les militantEs syndicaux... En revanche les actionnaires sont, eux, régulièrement bien servis.

Conditions de travail dégradées

De plus, cette augmentation de la production se fait à marche forcée. Les délais imposés pour le chantier de l'extension sont impossibles à tenir et la coactivité que cela impose engendre des accidents parfois graves: 3 chutes de grande hauteur se sont déjà produites en à peine une année, un salarié est mort en effectuant un débroussaillage lié à l'extension et un autre dans un accident de trajet. Dans les parties de l'usine déjà en fonctionnement, les incidents se multiplient car la priorité est donnée à la production sur la sécurité des travailleurEs. Et comme partout lorsque les conditions de travail se dégradent, les situations de tensions, voire de harcèlement et de burn-out sont plus nombreuses. Enfin, on peut s'interroger sur la finalité de tout cela... Si certaines puces peuvent être utiles (imagerie médicale, communication...) beaucoup d'autres applications sont inutiles (brosse à dent connectée, localisation des chats...) voire nuisibles (applications militaires, reconnaissance faciale...). Rappelons aussi que cette production nécessite l'extraction de terres rares dans des conditions terribles en Afrique, consomme des quantités d'eau et d'énergie astronomiques, se fait dans une usine SEVESO...

Alors, avant d'investir 2,9 milliards dans cette usine, on voudrait avoir notre mot à dire, nous les salariéEs, les habitantEs, les utilisateurEs, les habitantEs de la planète. Mais notre avis, dans la dictature du profit, l'État s'en fiche...

CorrespondantEs

INDUSTRIE DU PAPIER À Strasbourg, fin de bobine pour Lana à la Robertsau

Le vendredi 2 juin 2023, un véritable coup de massue s'est abattu sur les 67 salariéEs de l'entreprise Lana à la Robertsau à Strasbourg. Ils ont appris dans les pages des « Dernières Nouvelles d'Alsace » la fermeture définitive de leur usine mythique, établie depuis plus de 150 ans sur les berges du Muhlwasser. Par cette décision, tout un pan de l'histoire de la Robertsau et de l'industrie papetière va ainsi être irrémédiablement effacé.

Cette usine, dont les origines remontent à 1590 au cœur des Vosges, non loin d'un site gallo-romain nommé « Villa Lana », voit le maître papetier Demenge Harlachol bâtir une roue à papier. La papeterie « Villa Lana » fut ainsi créée. En 1664, un premier livre est imprimé sur du papier de la papeterie Lana par l'imprimerie du roi Louis XIV.

En 1872, la manufacture s'installe sur les berges du Muhlwasser à la Robertsau. La force hydraulique de ce bras de l'Ill, associée à la haute qualité de l'eau, favorisent les conditions de fabrication de papiers de qualité.

À partir de 1985 l'usine change plusieurs fois d'actionnaires, de Ausseda Rey à International Paper, mais leurs investissements ne sont pas à la hauteur pour régler les difficultés d'une entreprise vieillissante.

Reprise en 2013 et label d'excellence en 2015

En 2011, l'entreprise subit une première alerte car placée en redressement judiciaire. Cependant, en janvier 2013 le tribunal de grande



instance met fin au plan de cession et valide la reprise de l'entreprise par l'entrepreneur Lasse Brink. Se posant en sauveur de l'entreprise l'ultime acquéreur de Lana occasionne un nouvel espoir pour les salariéEs de l'usine. Il tente de redresser la situation de l'entreprise mais, selon lui, des difficultés financières dues à la hausse des prix des matières premières et de l'énergie empêchent les investissements nécessaires à la

modernisation de l'outil industriel. Celui-ci déplore aussi l'incapacité à recruter et à former de nouveaux salariéEs de haut niveau de compétences, capables de prendre le relais pour la confection des papiers spéciaux.

Le cumul de ces difficultés (selon ses dires) le conduit donc à procéder à la liquidation judiciaire définitive de l'entreprise. Mais celui-ci omet (juste un détail!) de préciser qu'il a déjà vendu

un immense terrain attenant à l'usine. Celui-ci est devenu constructible et va être recouvert d'immeubles de standing. Les travaux d'assainissement sont déjà bien entamés. Il est devenu évident que l'usine, pas assez rentable, fait tache à côté (le bruit et les odeurs!) et ne pèse pas lourd par rapport à cet « Eldorado », malgré l'immense réputation de Lana pour la confection des papiers d'art (utilisés pour les aquarelles) ou les papiers de sécurité. En 2015, Lana avait reçu, grâce au savoir-faire des salariéEs, un label d'entreprise d'État qui distingue les entreprises françaises pour leurs savoir-faire artisanaux et industriels d'excellence.

Congédiés sans états d'âme

Tout ceci n'a évidemment pas pesé lourd dans la décision de la direction. L'entreprise étant de toute façon en sursis pour elle, il fallait faire table rase du passé. Celle-ci fermera donc définitivement ses portes dans 15 jours... Et les 67 derniers salariéEs seront congédiés sans états d'âme.

Dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace* du 2 juin, il est dit, sans rire, que le personnel espère fermer l'usine dans les « règles de l'art » (humoristique non ?) En aucun cas on évoque l'avenir des salariéEs... Si ce n'est le chomdu! Comme souvent le malheur des uns fait le bonheur des autres, il y a fort à parier que ce futur cimetière industriel ne restera pas longtemps en l'état. Les terrains valent de l'or à la Robertsau et ils seront une proie très enviée... pour les promoteurs!

Correspondant

Réunion publique**Premier meeting réussi pour le NPA 42!**

Vendredi 9 juin, plus d'une centaine de personnes ont participé à la réunion publique organisée par le NPA à Saint-Étienne avec Olivier Besancenot, dans une ambiance chaleureuse et combative. Un jalon important dans le développement du nouveau comité du NPA dans la Loire.

Des militantes impliquées dans les luttes locales nous ont fait l'honneur de dire quelques mots. Floriane, syndicaliste, a résumé la mobilisation pour les retraites à Saint-Étienne, et mentionné aussi la répression qui s'est abattue sur les cortèges. Myriam a fait un panorama des mouvements stéphanois sur les questions féministes et pour les droits des minorités de genre. Nadine a fait un point sur les élèves de familles sans-papiers, qui vont pour beaucoup être mises à la rue le 12 juillet. Monira a exposé la situation très tendue pour les Palestiniens et les enjeux de la campagne BDS, dont le NPA est partie prenante depuis le début, comme elle l'a rappelé, expliquant que la victoire de notre camp politique passe par un engagement internationaliste, anti-impérialiste et par la lutte contre toute forme de domination. Fred, dans sa présentation du NPA 42, a insisté sur la mobilisation contre la fermeture des urgences de Feurs.

**Un meeting anticapitaliste, unitaire et révolutionnaire**

L'intervention d'Olivier Besancenot a commencé par une pensée pour les victimes de l'attaque d'Annecy, en se gardant bien d'en donner déjà une interprétation, contrairement aux rapaces racistes. Olivier est revenu sur la bataille engagée depuis janvier sur la question des retraites, en insistant sur l'idée que la page n'est pas tournée, et que la contestation sociale et politique doit se poursuivre, sous des formes qu'il est difficile de prévoir. Il a expliqué la démarche du NPA. Sans dogmatisme mais avec des boussoles qui guident l'action. Unitaire et radical : unitaire car sans mobilisations de masse il sera impossible de renverser la vapeur, et radical car il faut pouvoir débattre des sujets de fond comme la place des cotisations sociales plutôt que la CSG, la socialisation du secteur bancaire et plus largement des principaux moyens de production et d'échange, etc. Anticapitaliste et révolutionnaire donc, ce qui passe par l'auto-représentation et l'engagement du plus grand nombre, plutôt que de s'en remettre à la prochaine échéance électorale et à un leader en qui on remettrait notre confiance.

Une audience remotivée, un bilan très positif

Alors que l'évolution de la mobilisation peut provoquer du découragement, plusieurs intervenantEs de la salle ont indiqué que ce meeting les avait remotivés pour la lutte. 35 personnes ont laissé leurs coordonnées pour que le NPA 42 les tienne au courant de ses activités, plusieurs ont indiqué leur intention de participer au rendez-vous proposé par le comité mercredi 14 juin pour poursuivre les échanges et certainEs ont déjà annoncé leur intention de rejoindre le NPA. Ce meeting aura donc été un moment important dans la construction du nouveau comité du NPA dans la Loire!
CorrespondantEs

Rencontres**Des forums anticapitalistes pour reconstruire une gauche unitaire et révolutionnaire**

Le 2 juillet aura lieu à Paris un premier forum anticapitaliste, appelé par plus de 200 signataires, d'horizons variés. L'objectif est de discuter, pour tenter d'aller vers la construction d'une nouvelle organisation, capable de peser sur le champ politique.

L'impulsion a été donnée par le NPA, le collectif Rejoignons-nous et Ensemble!, mais les signatures les dépassent largement. On y trouve celles de personnalités comme Omar Slaouti, Daria Saburova, Isabelle Garo, Mathilde Larrère, Olivier Le Cour Grandmaison, Usul, Xavier Mathieu, de membres d'Extinction Rebellion, l'Offensive, la Quadrature du Net, de Gilets jaunes, de syndicalistes de diverses structures (transports, métallurgie, santé, éducation...), aux côtés de membres plus ou moins connus de nos organisations. L'appel représente une large palette de militantEs que nous côtoyons dans les mobilisations actuelles.

Regrouper une frange du monde du travail

L'objectif est de rassembler des militantEs de tous ces horizons, pour initier un processus capable de regrouper une frange importante du monde du travail et des classes populaires. Les discussions qui auront lieu au forum permettront de mesurer le degré d'accord qui existe entre nous, et probablement



Lors du débat sur la gauche de combat à l'Université du NPA, août 2022. PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

d'initier des campagnes militantes, dans la continuité de la mobilisation contre la réforme des retraites et contre Macron, face à la crise économique, pour les salaires, contre les lois racistes, face à l'urgence climatique, les questions démocratiques, qui semblent les thématiques déterminantes de ces prochains mois. Ces campagnes permettront elles aussi de tester nos capacités à agir ensemble, à peser sur le champ

politique. Des forums locaux devront servir à construire à la base, sur l'impulsion de la réunion nationale du 2 juillet.

Convergences sur l'analyse de la situation et divergences sur l'orientation

Les discussions sur la préparation du forum ont montré des convergences importantes : une analyse commune de la situation, concernant la guerre, notamment

en Ukraine, les menaces du fascisme et de la crise climatiques. Il y a également des points de vue proches sur la nécessité de renverser le capitalisme, d'une rupture et d'une transformation révolutionnaires de la société, tout en travaillant à l'unité du prolétariat, de ses organisations, pour contribuer à mettre en mouvement les exploités et les opprimés. De ce point de vue, des divergences existent sur le rôle de La France insoumise et de la Nupes, sur la manière dont nous pouvons et devons travailler avec elles. Ces divergences seront sans doute percutées par les évolutions de la situation et des tâches dans la prochaine période, puisque la crise globale du capitalisme remet en cause, crise après crise, les certitudes que nous avons.

Du point de vue du NPA, il s'agit aussi, quelques mois après sa scission, de renouer avec la démarche qui a été celle de la LCR et des débuts du NPA de combiner interpellation unitaire et débats stratégiques. La démarche avait été engagée à la dernière université d'été, à laquelle nous avions invité diverses forces. Elle s'y poursuivra à la prochaine, et à la rentrée avec une campagne de forums anti-capitalistes pour regrouper, militer, peser sur les événements.
Antoine Larrache

Les comités en action!

Vie du NPA GRIF AURA, quèsaco? Quel est ce nouvel acronyme apparu récemment au NPA? GRIF pour Groupe régional d'intervention féministe, AURA pour Auvergne-Rhône-Alpes. L'idée est née lors des journées féministes de la CNIF (Commission nationale d'intervention féministe) des 14 et 15 mai 2022, où le besoin de s'organiser à une échelle régionale avait émergé...

Puis les rencontres physiques et la camaraderie ont fait leur œuvre à la dernière université d'été! Quelques camarades se sont retrouvés autour des difficultés comme de la nécessité de la constitution de commissions féministes au sein des départements: les besoins étant bien présents mais les forces manquantes. De la discussion est sortie l'idée de se lancer dans l'aventure régionale, et les camarades de l'Isère et du Rhône lancent l'idée avec fougue et détermination.

Rapidement, nous avons listé ce que pourraient être nos objectifs: rompre l'isolement des militantes, partager les informations d'actualités féministes dans notre région mais aussi au national et à l'international, faire le lien avec la commission nationale (CNIF), assurer une veille sur les VSS, aider des camarades victimes, faire remonter les problèmes au national, proposer un programme de formation féministe, être une force d'action et de proposition sur les questions féministes mais pas que, etc. Dès l'automne, l'idée circule en AURA, on trouve le nom, des camarades sont intéressés, les besoins sont bien là: une première

réunion a lieu à Lyon avec des camarades de la Drôme, de l'Isère et du Rhône. Rapidement, une deuxième, en visio, à laquelle se joignent des camarades de toute la région. Depuis, le GRIF se réunit régulièrement, en mixité, ce qui nous semble important.

Ce groupe est tout jeune, mais il a déjà pu porter des questions féministes sur une première intervention en formation régionale, pour se faire les griffes! Puis le 14 mai dernier, la première journée de formation spécifique a été organisée en Savoie, rassemblant des camarades de toute la région. Trois sujets ont été abordés: la charge mentale, les VSS et les mécanismes de la violence et les différents courants du féminisme. Les échanges ont été riches et constructifs. Nous retrouver, nous a donné de la force et... l'envie de recommencer.

La création d'autres GRIF ou de commissions féministes à travers le territoire permettra de créer un maillage fin sur des questions non seulement fondamentales mais aussi sur lesquelles on ne peut faire l'impasse aujourd'hui. Lieu de sororité, lieu de formation pour les femmes et leurs alliés, lieu d'écoute, d'échange: nous espérons qu'ils vont se multiplier.
Grifaura

Orléans Une journée bien remplie pour Philippe Poutou!

À peine arrivé, ce premier juin, à la gare d'Orléans, accueilli par une quinzaine de militantEs et sympathisantEs, Philippe Poutou file directement à la Laiterie de Saint-Denis-de-l'Hôtel,



Philippe Poutou venu soutenir les salariéEs en grève de la laiterie de Saint-Denis-de-l'hôtel le 1^{er} juin. NPA

dont les salariées sont en grève dure depuis mardi 23 mai¹.

Une fois sur place, Abdelak Ahaimadi, le délégué syndical CGT, lui explique les raisons de cette mobilisation historique pour les salaires. Historique, car c'est la première grève de l'histoire du site. Puis les échanges avec d'autres salariéEs du site permettent à chacun et chacune de faire le récit du travail à la laiterie: l'exposition au peroxyde et autres produits chimiques sans protection, le paternalisme un peu méprisant du patron, les bas salaires qui ne permettent pas de vivre...

Quelques mots au journaliste de *La République du Centre*, le quotidien local; quelques selfies avec les ouvrierEs du site qui ont tenu à le remercier pour sa visite et il faut déjà repartir pour la projection du film «Il nous reste la colère» au cinéma des Carnes, seul cinéma d'art et essai d'Orléans.

Là encore, le comité d'accueil, avec ses drapeaux NPA bien visibles, attend Philippe. La salle est bien remplie pour assister à la séance.

Le débat après la projection a été intéressant. L'importance de la mobilisation à la Laiterie et l'urgence d'aller les soutenir sont revenues dans plusieurs interventions. Les discussions ont aussi tourné autour de la stratégie de l'intersyndicale et comment la débattre, comment décider par nous-mêmes, comment coordonner les luttes, de quelle organisation politique avons-nous besoin... Les discussions se sont prolongées plus tard autour d'un verre.

Du côté du NPA, une vingtaine de contacts ont été pris, pour continuer à débattre, échanger, et pourquoi pas militer ensemble dans le même parti...

CorrespondantEs NPA 45

1 - <https://lanticapitaliste.org/actualite/entreprises/la-laiterie-de-saint-denis-de-lhotel-une-greve-historique>

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

12 h - 20 h

MANIFESTATION 21 juin 1973 : la Ligue communiste attaque le meeting d'Ordre nouveau

Printemps 1973 : au lendemain de la mobilisation massive de la jeunesse lycéenne contre la réforme Debré qui vise à limiter la possibilité pour les jeunes d'avoir un sursis avant leur départ au service militaire, la Ligue communiste (LC) est à son apogée. Il lui faut toutefois affronter la répression de l'État, menée par le sinistre Raymond Marcellin, mais aussi le renouveau de l'extrême droite, qui cherche à reprendre place dans le paysage politique français, en mettant le racisme à l'ordre du jour.

Discreditée par le régime de Pétain, l'extrême droite ne constitue alors en France qu'une force marginale. Si la création en octobre 1972 du Front national (FN), qui a vocation à donner autour de Jean-Marie Le Pen un visage présentable à l'extrême droite, constitue une inquiétante menace, elle n'a pas encore donné ses premiers fruits.

Écraser la peste brune

Aux élections législatives de mars 1973, le FN n'a ainsi pu présenter que 96 candidats qui n'ont obtenu en moyenne que 2,2% des suffrages exprimés. L'extrême droite est en revanche bien installée dans la rue parisienne, en particulier par l'intermédiaire du groupe Ordre nouveau dont les commandos s'attaquent aux militantEs révolutionnaires, en particulier à Assas et Nanterre. L'extrême droite met alors en place un aggiornamento historique dont les conséquences vont être majeures. Alors que dans les années 1960, l'extrême droite se construisait autour de l'anticommunisme, en appelant à la défense de l'Occident face à l'Orient bolchevik, elle est en train de comprendre tout le profit qu'elle peut tirer de la montée en épingle de la question de l'immigration. Mettant au second plan la dénonciation du bolchevisme, l'extrême droite se lance alors dans une campagne ouvertement raciste, centrée sur la dénonciation de « l'immigration sauvage », s'attachant à flatter les pires préjugés pour se créer un électeur.

Meeting à la Mutualité

En juin 1973, Ordre nouveau annonce qu'il organise pour le 21 juin un meeting à la Mutualité, consacré à la dénonciation de « l'immigration sauvage ». Après avoir demandé en vain au gouvernement d'interdire la tenue d'un meeting raciste, la gauche se contente d'une protestation morale, en appelant à la tenue le 20 juin d'une manifestation symbolique. Pour la Ligue communiste (LC) d'Alain Krivine et de Daniel Bensaïd, il fallait aller plus loin : le meeting raciste devait être interdit et si le gouvernement s'y refusait, la gauche révolutionnaire devait s'en charger. Le Bureau politique de la LC décide de mettre en place une contre-manifestation, dont le but est de prendre d'assaut la Mutualité pour disperser les fascistes. En prenant une telle décision, la direction de la LC se montre fidèle à son orientation internationaliste. Comptant parmi ses membres fondateurs de nombreux militantEs d'origine juive, dont les familles avaient été décimées par le nazisme, la Ligue communiste a fait de l'antifascisme et de l'antiracisme sa marque de fabrique. Convaincue



Manifestation contre la dissolution de la Ligue communiste au Cirque d'Hiver le 4 juillet 1973. J.-M. SIMONET ET M. LAURENT / COLLECTION RADAR

qu'il faut détruire dans l'œuf les idées racistes, sous peine de nourrir un nouveau regain du fascisme, la Ligue communiste estime, à juste titre, qu'il faut écraser la peste brune avant qu'elle ne devienne incontrôlable.

Une manifestation offensive mais maîtrisée

Pour organiser cette contre-manifestation, la LC ne peut compter que sur quelques rares renforts, LO, l'OCI et le PSU ayant refusé de participer à l'action, seulEs les maoïstes du PCMLF et la Gauche prolétarienne ainsi que les militantEs de Révolution! — un groupe issu d'une scission de la LC — acceptent de rejoindre la manifestation. Rompu de longue date aux affrontements avec les fascistes et la police, le service d'ordre de la LC met en place d'importants moyens, afin de faire face aux habituelles arrestations préventives et aux moyens policiers que la préfecture de police de Paris a l'habitude de mobiliser.

Le 21 juin 1973, les groupes de manifestantEs, qui avaient été convoqués sur des rendez-vous secondaires, convergent vers la rue Monge et descendent vers la Mutualité. À leur grande surprise, les militantEs de la LC constatent que les services de police n'ont assuré qu'un dispositif léger, sans même procéder à des arrestations préventives. Très rapidement, la manifestation prend une très grande ampleur, réunissant environ 5000 personnes, emmenées par un SO de plusieurs lignes de militantEs casqués, armés de manches de pioche et de barres de fer.

Les quelques lignes de police mises en place rue Monge ne peuvent résister aux 400 cocktails molotov préparés pour l'occasion et à la charge du service d'ordre de la LC, qui s'est attaché toutefois à assurer la sécurité des policiers, dont aucun n'a été sérieusement

Convaincue qu'il faut détruire dans l'œuf les idées racistes, la Ligue communiste estime qu'il faut écraser la peste brune avant qu'elle ne devienne incontrôlable



blessé. La manifestation n'a été bloquée que devant la Mutualité, où la police a garanti la protection des fascistes en noyant le quartier dans les gaz lacrymogènes. Le service de la LC profite de l'occasion pour prendre d'assaut le local d'Ordre nouveau, rue des Lombards, ce qui lui permet de mettre la main sur son fichier. Bien que les fascistes aient pu tenir leur meeting, le bilan de la soirée semble très positif : l'essentiel des objectifs ont été atteints, sans que nul ne déplore aucun blessé grave.

Le piège de Marcellin

Depuis 1968, le régime gaulliste avait placé au ministère de l'Intérieur le peu regretté Raymond Marcellin, un ancien serviteur

placés en garde en vue et passés à tabac, tandis que Marcellin peut expliquer à la presse que la perquisition a permis de découvrir dans le local un fusil de chasse et deux fusils de plongée, preuve indubitable de la dangerosité de la subversion gauchiste. Responsable de la LC, Pierre Rousset est placé en détention, tandis qu'un mandat d'arrêt est émis contre Alain Krivine. Profitant des événements, Raymond Marcellin fait adopter le 28 juin en Conseil des ministres un décret de dissolution de la Ligue communiste. Après avoir déjà connu au lendemain de mai 1968 une première dissolution, les militantEs de la Ligue communiste faisaient une nouvelle fois l'expérience de la répression d'État. Brutalement plongée dans la clandestinité, accablée par une virulente campagne orchestrée par le gouvernement, l'organisation se trouve en grande difficulté, même si elle a suffisamment d'expérience pour parvenir à maintenir dans la répression une organisation militante.

Une campagne de solidarité

La dissolution de la Ligue communiste a toutefois une conséquence inattendue : elle lui attire une reconnaissance et une sympathie remarquable. Les perquisitions et les arrestations qui frappent les militantEs de la LC choquent l'opinion publique, qui ne comprend pas que la répression s'abatte sur les antifascistes, alors que le gouvernement protège dans le même temps les meetings d'Ordre nouveau. Surtout, les manœuvres de Marcellin sont trop grossières pour passer inaperçues : le 30 juin, le *Monde* publie les témoignages convergents de policiers qui expliquent que le ministère de l'Intérieur a volontairement affaibli le dispositif policier, pour monter une provocation destinée à dissoudre la Ligue communiste.

Après avoir gardé tout d'abord un silence prudent, les grandes figures de la gauche française sont contraintes à faire part de leur étonnement devant la politique du gouvernement et n'ont d'autre choix que de manifester leur solidarité avec la Ligue communiste. Le 4 juillet, la direction du PCF doit ainsi à contre-cœur participer à un grand meeting de solidarité avec la LC au Cirque d'Hiver, au cours duquel Jacques Duclos prend la parole, non sans

avoir exigé qu'aucun dirigeant de la Ligue communiste ne puisse intervenir à la tribune.

Avec une grande habileté, la direction de la LC organise l'arrestation médiatique d'Alain Krivine. Avec tambours et trompettes, Alain Krivine tient une conférence de presse aux côtés de François Mitterrand et d'Edmond Maire, le leader de la CFDT, avant que la police ne vienne l'arrêter. Si Krivine doit passer, après mai 68, un nouvel été en prison, l'enjeu en vaut la chandelle, puisque la Ligue communiste n'a jamais connu une telle notoriété et une si large sympathie.

Changement de période

Le large soutien de l'opinion publique permet à la LC de se remettre de sa dissolution, pour donner naissance en décembre 1974 à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Dans ce contexte, la manifestation du 21 juin 1973 suscite toutefois un débat stratégique, une partie des militantEs de l'organisation s'interrogeant sur le caractère substitutionniste d'une telle démonstration de force. Était-il raisonnable de s'engager dans ces opérations d'avant-garde, mobilisant quelques centaines ou quelques milliers de militantEs entraînés, au risque de l'isolement ? Ou fallait-il davantage participer au mouvement de masse et mener une politique de front unique, au risque de l'intégration dans le système ? Tel fut désormais le débat qui irrigua la nouvelle LCR.

Comme toujours, le contexte s'est chargé de trancher la question. Alors que la société capitaliste entre dans une nouvelle phase de crise et que les idées révolutionnaires se trouvent partout en reflux, la LCR se trouve contrainte à penser sa stratégie révolutionnaire sur un temps long, en utilisant la sympathie qu'elle a gagnée pour pénétrer de nouveaux milieux. Tandis que les anciens militantEs de la Ligue communiste entrent dans l'âge de la « lente impatience », la manifestation du 21 juin 1973 garde une place particulière dans la mémoire des militantEs de la LCR. Très régulièrement invoquée, elle constitue le garant de son antifascisme et de son antiracisme originel, tout en étant de plus en plus perçue comme le fétiche d'une période désormais refermée.

Laurent Ripart



Alain Krivine et François Mitterrand sortant du siège du PS quelques minutes avant l'arrestation du dirigeant de la Ligue communiste, le 28 juin 1973. LEBRUN / COLLECTION RADAR (HTTP://WWW.ASSOCIATION-RADAR.ORG)

La mobilisation historique face à Macron et sa contre-réforme des retraites est marquante par son unité, particulièrement intersyndicale, ses grèves et manifestations massives, ses casse-rolades et autres actions qui défient directement le pouvoir. Elle confirme la jeunesse, la détermination et la combativité du mouvement social à dimension politique, comme lors des manifestations féministes du 8 mars, celles contre la « loi immigration » de Darmanin ou contre les mégabassines de Sainte-Soline. Elle a également permis de renforcer nos liens lors des assemblées générales, des réunions interprofessionnelles, et d'approfondir les connexions entre les différents mouvements. Ces confrontations sociales vont devenir de plus en plus fréquentes, comme partout dans le monde. La situation nous impose de ne pas nous contenter de revendications partielles : il faut faire face au système capitaliste, écocide, patriarcal, raciste, et renforcer l'espoir dans une autre société et nous organiser pour la lutte en vue d'une alternative populaire, radicale et démocratique, pour porter un projet de rupture et de transformation révolutionnaire de la société.

Nous sommes aujourd'hui face à un gouvernement de plus en plus radicalisé et autoritaire et à un appareil d'État toujours plus répressif et liberticide. La police tue dans les quartiers, mutile militantEs et journalistes dans les manifestations. L'État, relayé par les grands médias et les partis de droite (parfois même « de gauche »), orchestre l'islamophobie et son lot de lois d'exception, comme la loi dite « séparatisme » dans un pays déjà gangrené par l'antisémitisme, la romophobie, la négrophobie et tous les racismes. Contre l'aggravation de la pauvreté et les catastrophes écologiques, contre le racisme, le sexisme et le validisme, contre la montée du néofascisme, nous avons besoin d'un immense mouvement du monde du travail, des classes populaires, de la jeunesse. Dans cette perspective, nous pensons que les organisations actuelles ne suffisent pas et que nous avons besoin de nous organiser d'avantage, de nous réunir pour construire, à terme, une nouvelle force démocratique et pluraliste, pour la justice, l'égalité et la démocratie, pour les solidarités internationales — de la Palestine à l'Ukraine —, pour la solidarité avec les migrantEs, ainsi que leur accueil digne et inconditionnel, pour résister systématiquement au libéralisme et à l'extrême droite, pour porter ensemble une véritable alternative. Cette organisation politique pourra être présente dans l'arène électorale et institutionnelle mais ne se laissera pas maîtriser par la force d'intégration au système. Son centre de gravité sera la rue, les lieux de travail, les quartiers, parce que la légitimité populaire devra s'opposer aux institutions du pouvoir en place, à l'État. Nous voulons en effet construire une société débarrassée de l'exploitation, des oppressions, du productivisme, une société qui ne peut exister que si elle est construite par celles et ceux qui produisent les richesses. Le mouvement actuel montre à quel point nous avons besoin à la fois d'unité et de radicalité. L'organisation politique que nous voulons bâtir ouvrera donc également à la construction de fronts sociaux et politiques larges et démocratiques, localement et nationalement, dans la rue, les mobilisations et dans les urnes si les conditions sont réunies, pour combattre les politiques de droite, le néofascisme du RN et toutes les idées et violences d'extrême droite. Le débat est ouvert sur l'appréciation à porter sur la Nupes — à laquelle

FORUM ANTICAPITALISTE « Organisons-nous pour construire l'alternative! »

Anticapitalistes, écologistes, féministes, antiracistes, antivalidistes... un large spectre de militantEs de gauche appellent de leur vœux à « un immense mouvement du monde du travail, des classes populaires, de la jeunesse » pour proposer une organisation alternative en vue de « construire, à terme, une nouvelle force démocratique et pluraliste ». **Un forum national aura lieu le dimanche 2 juillet à Paris à la Bellevilloise, 19-21 rue Boyer, 75020.**



Nous voulons construire une société débarrassée de l'exploitation, des oppressions, du productivisme, une société qui ne peut exister que si elle est construite par ceux qui produisent les richesses

certainEs d'entre nous participent, d'autres non — sur le rôle qu'elle peut jouer et nos rapports avec elle. Nous appelons toutEs celles et ceux, citoyenEs, syndicalistes, militantEs associatifs, écologistes, écosocialistes, décroissantEs, féministes, militantEs LGBTQI+, antiracistes, internationalistes, antivalidistes, autogestionnaires, alternatifEs, révolutionnaires, qui se reconnaissent dans ces objectifs, à nous rejoindre pour une première réunion nationale, sous la forme d'un forum ouvert et pluraliste. Ce forum sera une première étape qui doit nous permettre de débattre ensemble des contours d'une nouvelle organisation à construire.

Nous proposons que ce forum soit préparé par des réunions locales, départementales et régionales, réunissant des habitantEs, citoyenEs, militantEs dans les prochaines semaines, afin qu'elles envoient des déléguéEs lors de ce forum national. Nous proposons que ce forum ait lieu le dimanche 2 juillet et appelons les collectifs, organisations, personnes intéressées à se joindre à cet appel et à contribuer à l'organisation et à la popularisation de ce forum.

www.forumalternative.org

Premiers signataires :

Adrien Pettré, syndicaliste métallurgie (22); Agnès Guichard, NPA (Montreuil); Alexis Cukier, Rejoignons-nous (Montreuil); Alice Pelletier, syndicaliste métallurgie, militante féministe (38); Armand Creus, Ensemble! (Lyon); Arthur Leduc, Rejoignons-nous (Nice); Arya Meroni, militante féministe anticapitaliste (Montreuil); Basile Pot, militant syndical cheminot (Paris); Benjamin Sonntag, co-fondateur de la Quadrature du Net (Paris); Bruno Della Sudda, Ensemble! courant AE (Nice); Catherine Samary, économiste, militante altermondialiste, NPA (Paris); Cécile Leroux, Ensemble! (Gap); Christian Masson, militant antiraciste (Nice); Christine Poupin, porte-parole du NPA; Christophe Lemasson, Ensemble! courant AE (Saint-Brieuc); Corinne Le Fustec (Plérin); Danièle Carasco, Ensemble! (Lyon); Daria Saburova, Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (Paris); Elisa Moros, NPA (Aubervilliers); Etienne Prevost, syndicaliste dans la santé (27); Fabien Marcot, Rejoignons-nous (Lyon); Florence Ciaravola,

antiraciste (Nanterre); Nadine Olombel, anticapitaliste, écologiste, féministe (Castres); Noufissa Mikou, Ensemble! (Villejuif); Olivier Besancenot, NPA; Olivier Le Cour Grandmaison, universitaire (Paris); Omar Slaouti, militant des quartiers populaires (Argenteuil); Ouarda Elatrassi, Rejoignons-nous (Rouen); Paul Guillibert, militant écologiste anticapitaliste (Paris); Pauline Salingue, porte-parole du NPA; Philippe Poutou, NPA; Pierre Gayral, militant d'Ensemble! et de « Droits devant! » (Les Lilas); Pierre Zarka, Ensemble! AE (Mancey); Rosine Charlut-Borghini, militante féministe, antiraciste (Aude); Samah Delai, enseignante (Saint-Denis); Stéphanie Prezioso, historienne (Genève/Paris); Théo Roumier, syndicaliste en lycée professionnel, militant autogestionnaire (Paris); Thomas Coutrot, économiste (Montreuil); Tony Fraquelli, CGT cheminot (Bruyères-le-Châtel); Ugo Palheta, universitaire (Paris); Usul, vidéaste (Lyon); Wiam Berhouma, enseignante, élue municipale (Noisy-le-sec); Xavier Mathieu, ouvrier du spectacle, comédien.

Pour voir toutEs les signataires et signer l'appel, une seule adresse : www.forumalternative.org/signatures

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LOI JUSTICE : LE SÉNAT DONNE SON FEU VERT À L'ACTIVATION À DISTANCE DES CAMÉRAS OU MICROS DES TÉLÉPHONES.

Le Sénat a donné mercredi [7 juin] son feu vert à une disposition controversée du projet de loi Justice autorisant le déclenchement à distance des caméras ou micros des téléphones dans certaines enquêtes, malgré l'opposition de la gauche. L'article 3 du projet de loi du garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, examiné en première lecture par les sénateurs, apporte plusieurs modifications à la procédure pénale. [...] L'une d'elles cristallise les inquiétudes de la gauche, d'avocats et d'associations. Elle prévoit d'autoriser le déclenchement à distance des ordinateurs et autres appareils connectés, à l'insu des personnes visées, avec deux finalités différentes. D'une part, la géolocalisation en temps réel pour certaines infractions. D'autre part, l'activation de micros et caméras pour capter son et images, qui serait, elle, réservée aux affaires de terrorisme, et de délinquance et criminalité organisées. L'Observatoire des libertés et du numérique (OLN) a dénoncé une « surenchère sécuritaire » permettant de transformer tout objet connecté en potentiel « mouchard ». La gauche a tenté sans succès de supprimer totalement ou partiellement des dispositions jugées « disproportionnées ». [...] « Ces techniques sont déjà appliquées », a souligné le ministre, mais elles nécessitent la pose de balises ou de micros et caméras, ce qui comporte des risques pour les enquêteurs. La disposition est « entourée de garanties importantes », a-t-il ajouté. Sa mise en œuvre devra en particulier être approuvée par un juge. Contre l'avis du ministre, le Sénat a adopté un amendement du chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau, qui prévoit de limiter la possibilité de recourir à la géolocalisation aux infractions punies d'au moins dix ans d'emprisonnement, contre cinq ans dans le texte initial. La gauche aurait souhaité aller plus loin, notamment dans la protection explicite des journalistes, au même titre que le seront avocats, magistrats ou parlementaires. [...]

«Loi Justice : le Sénat donne son feu vert à l'activation à distance des caméras ou micros des téléphones», Libération, 8 juin 2023

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER : Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo 12,5 € par trimestre Mensuel 10 € par trimestre Hebdo + Mensuel 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755
Date : Signature obligatoire :